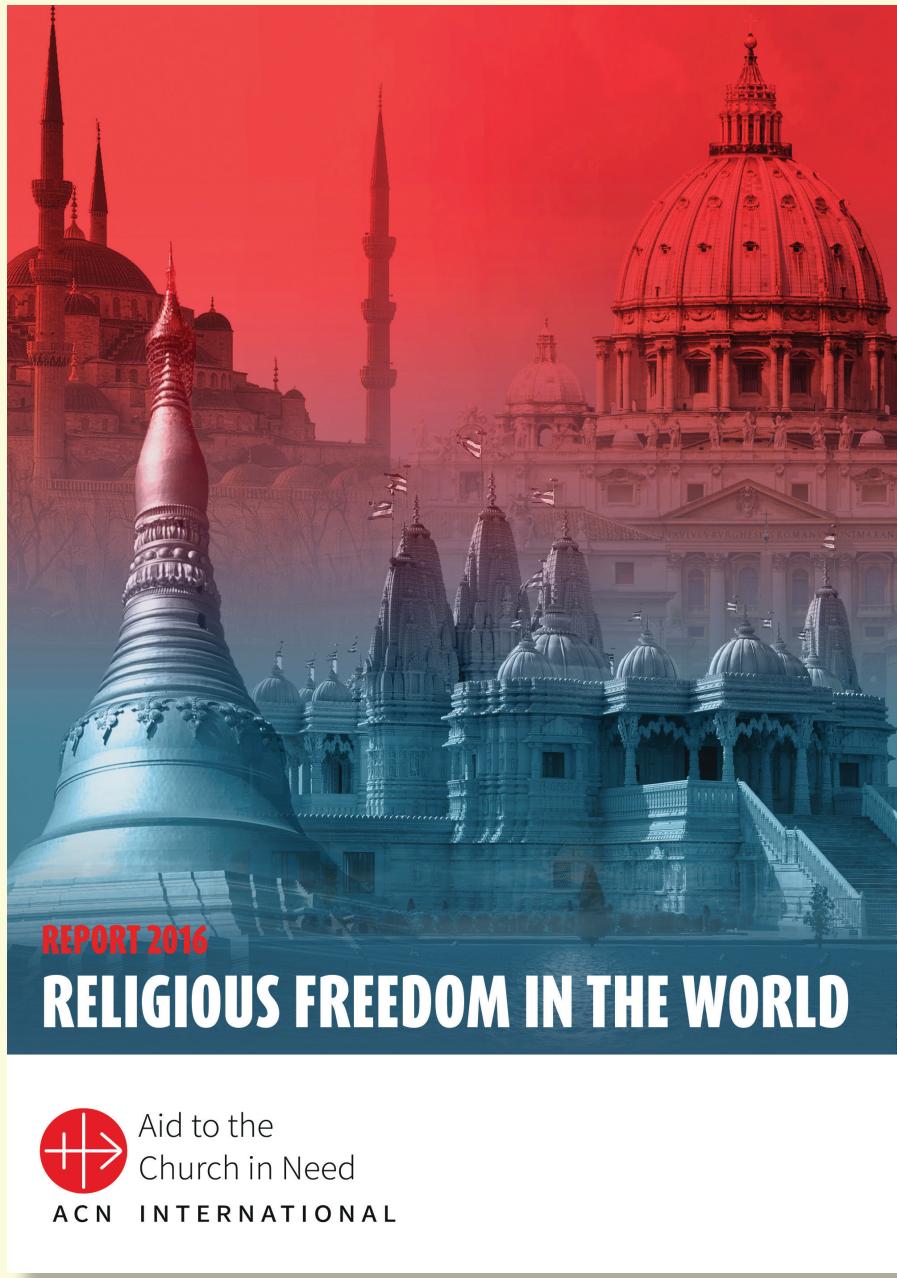


LA LIBERTÉ RELIGIEUSE DANS LE MONDE

SOMMAIRE EXÉCUTIF



On peut consulter le rapport intégral sur la **liberté religieuse dans le monde ici** se puede consultar en www.religion-freedom-report.org



Le rapport 2016 est la 13^e édition du *Rapport sur la liberté religieuse dans le monde* publié tous les deux ans par l'Aide à l'Église en détresse.

Le rapport évalue les questions relatives à la liberté religieuse pour tous les groupes religieux au sein de 196 pays. Il est publié dans les langues suivantes: l'anglais, le néerlandais, le français, l'allemand, l'italien, le portugais et l'espagnol.

Rapport sur la liberté religieuse dans le monde

Rédacteur en chef : John Pontifex | Rédactrice: Marcela Szymanski

Président du Comité de rédaction: Peter Sefton-Williams.

Comité de redaction: Marc Fromager, Maria Lozano, Raquel Martin, Marta Petrosillo, Mark von Riedemann, Roberto Simona and Marta Garcia Campos.

Révision et correction d'épreuves : David Black, Johnny Church, Tony Cotton, Clare Creegan, Catherine Hanley, Caroline Hull, Christopher Jotischky-Hull, Michael Kinsella, John Newton, Elizabeth Rainsford-McMahon, Tony Smith, Heather Ward.

LIBERTÉ RELIGIEUSE DANS LE MONDE

Rapport 2016
Sommaire Exécutif



CONTENU

Avant-propos par le père Jacques Mourad	5
Aperçu des constatations	6
Principales constatations	9
Pays concernés par d'importantes violations de la liberté religieuse	
Carte	30
Tableau	32
Documents d'information	
Daesh (EIIS) est-il en train de commettre un génocide?	10
L'islam sunnite et l'islam chiite comparés et contrastés	16
La liberté religieuse et la prospérité économique	24
Études de cas	
Irak: une adolescente yézidi, violée par Daesh (EIIS), s'adresse aux députés	8
Kenya: 148 morts dans une attaque contre une université	12
Royaume-Uni: un commerçant musulman ahmadiyya assassiné après les souhaits de «Joyeuses Pâques»	14
France: des otages tués pendant une attaque contre une épicerie kasher à Paris	18
Birmanie (Myanmar): un moine bouddhiste mène une campagne antimusulmane	20
Chine: des symboles religieux démolis	22
Pakistan: un match de football inter-religieux	25
Maroc: une déclaration musulmane destinée à protéger les minorités religieuses	26
Vatican: le pape accueille un éminent imam au cours d'une rencontre historique	28

Sommaire exécutif | Compilatrice des études de cas : Clare Creegan | Rédacteur de projet: John Newton |
Conceptrice: Helen Anderson.

L'image en page de couverture se rapporte à la rencontre entre le Sheik Ahmed el-Tayyib de l'Egypte, le Grand imam de la mosquée Al-Azhar, et le pape François durant une audience privée au Vatican le 23 mai 2016. © *L'Osservatore Romano*.

Publié par Aid to the Church in Need. ACN est une fondation pontificale de l'Église catholique.

© 2016 Aid to the Church in Need – Aide à l'Eglise en détresse.

AVANT-PROPOS

Par le père Jacques Mourad

Le prêtre syriaque-catholique, le père Jacques Mourad, a été emprisonné par Daesh (EIIS), mais il a échappé après cinq mois.

L'importance de la liberté religieuse représente pour moi la différence entre la vie et la mort. Je suis un prêtre catholique de Syrie et je suis dévoué à la fois à la survie du christianisme dans ce pays qui est notre cœur biblique, et à la cause de la construction de la confiance et de la compréhension entre les chrétiens et les musulmans.

Le 21 mai 2015, j'ai été kidnappé en Syrie par Daesh (EIIS) et j'ai été emprisonné à Raqqa où ils ont établi leur capitale.

Pendant 83 jours, ma vie était remplie suspendue à un fil. Je craignais que chaque jour serait mon dernier. Le huitième jour, le *wali* [gouverneur] de Raqqa est venu dans ma cellule et il m'a invité à considérer ma captivité comme une sorte de retraite spirituelle. Ces mots ont eu un impact considérable sur moi. J'étais étonné de voir que Dieu était capable d'utiliser le cœur même d'un haut fonctionnaire de



Daesh (EIIS) pour délivrer un message spirituel à moi. Cette rencontre a marqué un changement dans ma vie intérieure et elle m'a aidé tout au long de mon emprisonnement.

Plus tard, on m'a ramené dans ma ville, Qaryatayn, et de là, j'ai été capable de retrouver la liberté grâce à l'aide d'un ami musulman de la région.

J'aurai pu avoir succombé facilement à la colère et la haine par rapport à ce qui m'est arrivé. Mais Dieu m'a montré une autre voie. Durant toute ma vie comme moine en Syrie, j'ai cherché à tisser des liens avec les musulmans et d'apprendre les uns des autres.

Je suis convaincu que pendant les dernières années, notre engagement à aider tous les nécessiteux de la région de Qaryatayn – chrétiens et musulmans – était la raison pour laquelle 250 chrétiens et moi ont été capables de retrouver la liberté.

Notre monde est au bord d'une grande catastrophe tandis que l'extrémisme menace d'anéantir toute trace de la diversité dans la société. Mais s'il y a une chose que la religion nous enseigne, c'est la valeur de la personne humaine, la nécessité de respecter les uns les autres comme un cadeau de Dieu.

Ainsi, sûrement, il doit être simultanément possible d'avoir une foi passionnée dans ses propres croyances religieuses de même que de respecter le droit des autres à suivre leur conscience, de vivre leur propre réponse à l'amour de Dieu qui est notre Créateur à tous.

Je suis profondément reconnaissant à l'Aide à l'Eglise en détresse, l'organisme de bienfaisance qui continue à donner autant d'importance et d'aide pastorale à notre peuple souffrant, pour leur engagement à la cause de la liberté religieuse. Cet engagement a porté ses fruits dans ce *Rapport 2016 sur la liberté religieuse dans le monde*.

Si nous voulons briser le cycle de la violence qui menace d'engloutir notre monde, nous devons remplacer la guerre par la paix. À notre époque, plus que jamais, il est temps de mettre de côté la haine religieuse et les intérêts personnels et d'apprendre à aimer les uns les autres comme nos religions respectives nous appellent à le faire.

APERÇU DES CONSTATATIONS

Période examinée: de juin 2014 à juin 2016.

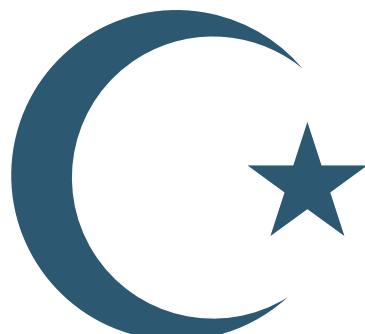
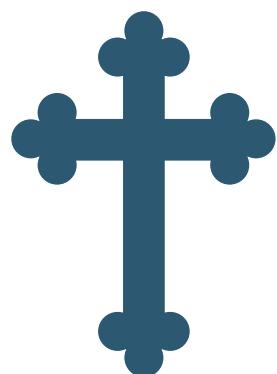
1. L'actuel *Rapport sur la liberté religieuse dans le monde* constate que, durant la période examinée, la liberté religieuse a décliné dans 11 des 23 pays les plus incriminés, correspondant à une détérioration de presque 50 %. Dans sept autres pays de cette catégorie, les problèmes étaient déjà si désastreux qu'ils ne pouvaient guère s'empirer. Notre analyse démontre également que, parmi les 38 pays où il y a des violations considérables de la liberté religieuse, 55 % sont demeurés stables par rapport à la liberté religieuse et par 8 % – notamment le Bhoutan, l'Egypte et le Qatar – la situation s'est améliorée.
2. Le rapport va à l'encontre de l'opinion populaire selon laquelle les gouvernements sont principalement responsables de la persécution. Les violateurs non-gouvernementaux (c'est-à-dire les fondamentalistes ou les organisations militantes) sont responsables de la persécution dans 12 des 23 pays les plus incriminés.
3. Durant la période examinée dans ce rapport, on a vu l'émergence d'un nouveau phénomène de violence à caractère religieux qui peut être décrit comme un hyper-extrémisme islamiste, un processus de radicalisation exacerbée, sans précédent dans ses manifestations violentes. Ses caractéristiques sont les suivantes:
 - a) des croyances extrémistes et un système radical de droit et de gouvernement;
 - b) des tentatives systématiques pour anéantir ou expulser tous les groupes qui ne sont pas conformes à leurs

perspectives, y compris les coreligionnaires modérés et ceux de traditions différentes;

- c) le traitement cruel des victimes;
- d) l'utilisation des plus récents médias sociaux, notamment pour recruter des adeptes et pour intimider les opposants en faisant défiler une série d'images d'extrême violence;
- e) un impact mondial activé par des groupes extrémistes affiliés et des réseaux de soutien bien nantis.

Ce nouveau phénomène a engendré des conséquences dramatiques sur la liberté religieuse dans le monde entier:

- a) depuis juin 2014, des attaques islamistes violentes ont été perpétrées dans un pays sur cinq à travers le monde – de la Suède à l'Australie, y compris 17 pays africains;
- b) dans certaines parties du Moyen-Orient, y compris la Syrie et l'Irak, cet hyper-extrémisme est en train d'éliminer toutes les formes de diversité religieuse et il menace de le faire dans certaines parties de l'Afrique et du sous-continent asiatique. L'intention est de remplacer le pluralisme avec une monoculture religieuse;
- c) l'extrémisme islamiste et l'hyper-extrémisme, observés dans les pays tels que l'Afghanistan, la Somalie et la Syrie, ont été un facteur clé dans l'augmentation explosive et soudaine de réfugiés qui, selon les chiffres de l'Organisation des Nations Unies pour l'année 2015,



ont augmenté de 5,8 millions pour atteindre un nouveau sommet de 65,3 millions;

- d) en Asie centrale, la violence hyper-extrémiste est utilisée par des régimes autoritaires comme un prétexte pour une répression disproportionnée sur les minorités religieuses, restreignant ainsi les libertés civiles de toutes sortes, y compris la liberté religieuse;
 - e) en Occident, cet hyper-extrémisme risque de déstabiliser le tissu socio religieux, avec des pays sporadiquement ciblés par des fanatiques et sous la pression d'accueillir un nombre sans précédent de réfugiés, la plupart venant d'une religion différente que celle des communautés locales. Les répercussions manifestes comprennent l'augmentation des groupes de droite et des groupes populistes; les restrictions à la libre circulation, la discrimination et la violence contre les minorités religieuses et un déclin de la cohésion sociale, y compris dans les écoles publiques.
4. Il y a eu une recrudescence des attaques antisémites, notamment dans certaines régions d'Europe.
5. Les groupes islamiques traditionnels commencent maintenant à contrer le phénomène hyper-extrémiste au moyen de déclarations publiques et d'autres initiatives dans lesquelles ils condamnent la violence et ceux qui en sont les instigateurs.

- 6. Dans des pays comme l'Inde, le Pakistan et la Birmanie, où une religion particulière est identifiée à l'État-nation, des mesures ont été prises pour défendre les droits de cette religion par opposition aux droits des croyants individuels. De telles mesures ont résulté à de plus strictes restrictions de la liberté religieuse pour les groupes religieux minoritaires, ce qui augmente les obstacles pour la conversion et impose des sanctions plus sévères contre le blasphème.
- 7. Dans les pays les plus incriminés, y compris la Corée du Nord et l'Érythrée, la pénalité courante qui affecte l'expression religieuse est la négation complète des droits et libertés – des condamnations comme l'incarcération à long terme sans procès équitable, le viol et l'assassinat.
- 8. Il y a eu une nouvelle vague de répression contre les groupes religieux qui refusent de suivre la ligne du parti au sein des régimes autoritaires comme la Chine et le Turkménistan. Par exemple, on a démolie les croix de plus de 2000 églises à Zhejiang et dans les provinces voisines.
- 9. En définissant un nouveau phénomène d'hyper-extrémisme islamiste, ce rapport appuie les revendications généralisées selon lesquelles les ciblages des chrétiens, des Yézidis, des Mandéens et d'autres minorités par Daesh et d'autres groupes fondamentalistes sont en violation de la Convention des Nations Unies pour la prévention et la répression du crime de génocide.





ÉTUDE DE CAS L'IRAK

Une adolescente yézidi, violée par Daesh s'adresse aux députés

Avril 2016: une adolescente yézidi prénommée Ekhlas, originaire du nord de l'Irak, a adressé son témoignage personnel aux députés britanniques à propos de la violence et d'autres atrocités perpétrées par Daesh. Ekhlas était parmi les nombreux Yézidis capturés par des extrémistes islamistes dans leurs maisons à Sinjar. Son père et son frère ont été tués devant elle. Ekhlas et toutes les autres filles dans sa communauté âgées de plus de 8 ans ont été kidnappées, emprisonnées et violées.

Parlant à un groupe restreint de députés à Westminster, Londres, Ekhlas a décrit comment elle a vu ses amies être violées et elle a entendu leurs cris. Elle a rapporté qu'elle connaissait une fillette de 9 ans qui a été violée autant de fois qu'elle est en morte. Ekhlas a déclaré avoir vu un garçon de 2 ans tué devant sa mère. Seulement Ekhlas a pu s'enfuir de la prison lors d'un bombardement de la zone autour de cette prison.

L'adolescente s'est adressée aux députés à la veille du jour pendant lequel la Chambre des communes britannique a débattu une motion sur la reconnaissance du génocide par Daesh contre les Yézidis, les chrétiens et les autres minorités. Cette motion a également appelé le gouvernement britannique à renvoyer la question au Conseil de sécurité des Nations Unies afin que ce dernier poursuive les criminels en justice.

Au cours du débat mené par des députés d'arrière-ban, le 20 avril 2016, la députée Fiona Bruce a donné des détails sur le compte-rendu d'Ekhlas et elle a partagé le plaidoyer de l'adolescente. La députée a cité les paroles d'Ekhlas : «Écoutez-moi, aidez les filles, aidez ceux qui sont en captivité. Je vous implore, soyons tous unis pour déclarer ce que représentent de telles atrocités: un génocide. C'est une question de dignité humaine. Vous avez une responsabilité. Daesh est en train de commettre un génocide parce qu'ils sont en train d'essayer de nous exterminer. »

La motion a été adoptée par 278 votes contre 0. Les députés ont exhorté le gouvernement britannique à demander au Conseil de sécurité de l'ONU de déférer les crimes commis par Daesh à la Cour pénale internationale.

Sources: Hansard, Vol. 608, 20 avril 2016; Aid to the Church in Need (UK) News, 21 avril 2016.

PRINCIPALES CONSTATATIONS

Par John Pontifex, rédacteur en chef

Ils nous ont montré des vidéos de décapitations, de meurtres et des batailles de Daesh (EIIS). [Mon instructeur] a déclaré:

«Vous devez tuer les kuffars [les infidèles] même s'ils sont vos pères et vos frères, parce qu'ils appartiennent à la mauvaise religion et ils n'adorent pas Dieu.»

Ce qui précéde est un extrait du compte-rendu d'un garçon yézidi, âgé de 12 ans, à propos de ce qui lui est arrivé quand il a été capturé par Daesh (EIIS) et formé pour le djihad en Syrie. Il s'agit de l'un des 45 entretiens avec des survivants, des chefs religieux, des journalistes et d'autres personnes qui ont décrit les atrocités commises par l'organisation terroriste islamiste, lesquels entretiens constituent le fondement d'un rapport historique publié en juin 2016 par le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies¹. Citant des preuves pour démontrer qu'un génocide en cours est en train d'être exécuté contre les Yézidis, le rapport de 40 pages indique clairement que Daesh a cherché à «détruire» les Yézidis depuis 2014 et que la haine religieuse était une motivation principale. Cette constatation est soulignée dans **l'étude de cas connexe** mettant en évidence l'histoire d'Ekhlas, une adolescente yézidi, qui décrit comment des militants ont tué son père et son frère à cause de leurs croyances religieuses. Elle-même a été forcée d'être le témoin impuissant qui a vu des femmes yézidis violées à plusieurs reprises, y compris une fille de neuf ans qui était tellement sexuellement agressée qu'elle en est morte.

L'expérience d'Ekhlas, et celle de tant d'autres personnes comme elle, démontre l'importance de la liberté religieuse comme un droit humain fondamental. La couverture médiatique grandissante de la violence perpétrée au nom de la religion – que ce soit par Boko Haram au Nigeria, par Al-Shabaab au Kenya ou par les Talibans en Afghanistan – reflète une reconnaissance croissante de la réalité selon laquelle la liberté religieuse a été, pendant trop longtemps, «un droit orphelin²». Grâce au travail accompli par des militants politiques et des ONG, nous sommes parvenus à un moment charnière de la sensibilisation du public au sujet des crimes motivés par la religion et l'oppression, ce qui incite un nouveau débat sur la place de la religion dans la société. **La fréquence et l'intensité des atrocités contre les Yézidis, les chrétiens, les baháïs, les juifs et les musulmans ahmadiyya sont à la hausse, et elles se reflètent dans le volume de reportage relatif à la violence extrémiste contre les minorités religieuses.**

Face à de tels crimes, il est sans doute plus impérieux que jamais d'arriver à une définition claire et réaliste de la liberté religieuse et de ses ramifications pour les gouvernements et les systèmes judiciaires. L'actuel rapport reconnaît les principes fondamentaux de la liberté religieuse tels qu'ils figurent à l'article 18 de la Déclaration universelle des droits de l'homme adoptée par les Nations Unies en 1948:

Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion; ce droit implique la liberté de changer de religion ou de conviction ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction seule ou en commun, tant en public qu'en privé, par l'enseignement, les pratiques, le culte et l'accomplissement des rites³.

L'objectif de ce Rapport sur la liberté religieuse dans le monde se concentre sur violateurs étatiques et non-étatiques (les organisations militantes ou fondamentalistes) qui limitent et empêchent l'expression religieuse, que ce soit en public ou en privé, et qui le font sans respect pour les autres et pour la primauté du droit.

En examinant la période de deux ans jusqu'à juin 2016, ce Rapport 2016 sur la liberté religieuse dans le monde évalue la situation religieuse de chaque pays du monde. Au total, 196 nations ont été examinées avec une attention particulière dans chaque cas à la place de la liberté religieuse dans les documents constitutionnels et statutaires, les incidents marquants et, enfin, une projection des tendances ou des perspectives probables. On a considéré des groupes religieux reconnus indépendamment de leur taille numérique ou de leur influence perçue dans chaque pays donné. Chaque rapport a été ensuite évalué en vue de la conception d'un tableau des pays où il y a des violations importantes de la liberté religieuse. Contrairement au Rapport 2014 sur la liberté religieuse dans le monde qui catégorisait tous les pays du monde, **le tableau aux pages 32 à 35 et la carte correspondante aux pages 30 et 31** se focalisent sur 38 pays où les violations contre la liberté religieuse vont au-delà des formes relativement modérées de l'intolérance pour représenter une violation fondamentale des droits de l'homme.

Les pays où ces violations graves se produisent ont été répertoriés dans deux catégories – «discrimination» et «persécution». (**Pour une définition complète de ces deux catégories, visitez www.religion-freedom-report.org.**) Dans les cas de discrimination et

¹ Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, «*Ils sont venus pour détruire*» : les crimes de Daesh (EIIS) contre les Yézidis, le 15 juin 2016, p.18 http://www.ohchr.org/Documents/HRBodies/HRCouncil/ColSyria/A_HRC_32_CRP2_en.pdf

² L'article 18 : un droit orphelin, un rapport du Groupe parlementaire multipartite sur la liberté religieuse internationale, juin 2013

³ Organisation des Nations Unies, «*La Déclaration universelle des droits de l'homme*» <http://www.un.org/fr/universal-declaration-human-rights/index.html>

DOCUMENT D'INFORMATION

Daesh est-il en train de commettre un génocide?

Par le Dr John Newton

El 3 de febrero de 2016 el Parlamento Europeo se convirtió en el primer organismo legislativo que ha reconocido las matanzas y la persecución de las minorías religiosas de Oriente Medio como genocidio. El debate tuvo lugar cuando aún no se había cumplido una semana desde la aprobación de una resolución sobre la misma cuestión por parte de la Asamblea Parlamentaria del Consejo. La proposición del Parlamento Europeo, aprobada por unanimidad, mencionaba que desde 2014 habían sido asesinados unos 5.000 yazidíes y no menos de 2.000 habían sido esclavizados. También citaba pruebas de que cuando el Daesh (ISIS) avanzó sobre la llanura de Nínive durante el verano de 2014, huyeron más de 150.000 cristianos desplazados, muchos de los cuales se vieron obligados a entregar sus pertenencias a los islamistas violentos. Además, la proposición mencionaba el secuestro masivo de más de 220 cristianos en el norte de Siria en febrero de 2015. Al tomar esta decisión, el Parlamento Europeo se basó en la Convención para la Prevención y la Sanción del Delito de Genocidio de las Naciones Unidas:

Dans le texte de la Convention [des Nations Unies], le terme génocide signifie n'importe lequel des actes ci-dessous commis avec l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux:

- a) le meurtre des membres du groupe;
- b) l'atteinte corporelle ou mentale grave infligée sur les membres du groupe;
- c) l'imposition intentionnelle sur les membres du groupe des conditions de vie prémeditées pour entraîner sa destruction physique en tout ou en partie;
- d) l'imposition des mesures visant à empêcher les naissances au sein du groupe;
- e) le transfert forcé des enfants du groupe à un autre groupe.

La Convention des Nations Unies – dont l'article 2 est cité ci-dessus – fournit le point de repère grâce auquel le crime de génocide est déterminé. Malgré les notions populaires qui décrivent le génocide comme étant seulement «*Le massacre meurtrier intentionnel ou la tuerie délibérée d'un grand groupe de personnes, en particulier celles d'une nation ou d'un groupe ethnique*» (tel que la *Oxford English Dictionary* le décrit), la définition de l'ONU englobe en fait une optique plus étendue. Et l'article 3 de la Convention indique clairement que non seulement le génocide, mais la conspiration dans le but de commettre un génocide, l'incitation directe et publique à commettre un génocide, la complicité dans un génocide sont aussi des crimes punissables.

Le 14 mars, à la suite du vote de la Chambre des représentants des États-Unis (US House of Representatives), vote de 383 contre 0 en faveur de la reconnaissance du génocide, le secrétaire d'État américain John Kerry a déclaré : «À mon avis, Daesh est responsable de génocide contre des groupes dans les zones sous son contrôle, y compris les Yézidis, les chrétiens et les musulmans chiites.»

Le 20 avril, la Chambre des communes du Royaume-Uni (UK House of Commons) a unanimement reconnu les crimes commis par Daesh comme un génocide. La députée conservatrice Fiona Bruce, qui a présenté la motion, a organisé une réunion la veille au cours de laquelle les chrétiens et les Yézidis ont décrété les terreurs auxquelles ils sont confrontées (**consultez l'étude de cas sur les attaques contre les Yézidis à la page 8**). Mme Bruce a raconté comment un porte-parole de la Syrie a décrit «*Les chrétiens sont tués et torturés, et des enfants sont décapités devant leurs parents. Cette personne nous a montré des récentes séquences filmées d'elle-même en train de parler avec plusieurs mamans qui ont été témoins de la crucifixion de leurs propres enfants. Une autre femme a vu 250 enfants jetés dans un malaxeur à pâte et brûlés dans un four. L'enfant le plus âgé avait seulement quatre ans.*» En mettant en évidence les preuves accablantes appuyant les revendications de génocide, John Pontifex, rédacteur en chef du Rapport sur la liberté religieuse dans le monde, a déclaré durant cette réunion qu'il y a des incidents récents, signalés par ses collègues d'Aide à l'Eglise en détresse, dans lesquels des églises ont été profanées en Syrie. Ce dernier a parlé des attaques de Daesh contre une église à Qaryatayn où «*les ossements des tombes antiques étaient éparpillés parmi les décombres. Tous les symboles chrétiens – des croix, des icônes et des autels – ont été détruits.*» Le 2 mai, autant de preuves ont conduit la Chambre des représentants de l'Australie (Australia's House of Representatives) à déclarer les crimes commis contre les chrétiens assyriens comme un génocide.

Cependant, il y a toujours un désaccord sur cet enjeu dans certains milieux. La majorité des députés libéraux ont voté contre une motion au Parlement du Canada en juin 2016. Mais durant le même mois, une Commission d'enquête de l'ONU sur la Syrie a conclu que Daesh «*a commis le crime de génocide ainsi que des multiples crimes contre l'humanité et des crimes de guerre contre les Yézidis.*» Le rapport de l'ONU, intitulé Ils sont venus pour détruire : les crimes de Daesh contre les Yézidis, décrit également comment Daesh cherchait à éliminer le groupe à travers une combinaison de massacre meurtrier, d'esclavage sexuel, de viols collectifs, de torture et d'humiliation. Paulo Sérgio Pinheiro, président de la Commission a déclaré : «*Le génocide s'est produit et il continue... Daech a assujetti chaque femme yézidi, chaque enfant ou chaque homme qu'il a capturé aux atrocités les plus horribles.*»

de persécution, les victimes n'ont généralement peu ou pas de recours à la loi.

En substance, la «discrimination» implique habituellement une institutionnalisation de l'intolérance, normalement effectuée par l'État ou ses représentants à différents niveaux, au moyen des réglementations juridiques enchaînant les mauvais traitements des groupes individuels, y compris les communautés religieuses. Des exemples comprennent le non accès – ou des restrictions sévères relatives – aux emplois, aux fonctions électives, au financement, aux médias, à l'éducation ou à l'instruction religieuse, à l'interdiction de culte à l'extérieur des églises, des mosquées, etc, et aux restrictions sur l'évangélisation, y compris la législation anti-conversion.

Alors que la catégorie «discrimination» identifie généralement l'État comme l'opresseur, la catégorie «persécution» comprend également les groupes terroristes et les violateurs non-étatiques, car l'accent est ici mis sur des campagnes actives de violence et de domination, y compris les assassinats, les fausses détenions et les exils forcés, ainsi que des dommages à la propriété et l'expropriation. En effet, l'Etat lui-même peut souvent être une victime, comme on le voit par exemple au Nigeria. Dans l'optique de cette définition, il est clair que la «persécution» est une catégorie des pires délits parce que les violations de la liberté religieuse en question sont plus graves, et de par leur nature, elles ont également tendance à inclure des formes de discrimination comme sous-produit. Bien évidemment, beaucoup, sinon la plupart, des pays non classés «persécution» ou «discrimination» sont soumis à des formes de violations de la liberté religieuse. En effet, beaucoup d'entre eux peuvent être décrits comme des pays dans lesquels un ou plusieurs groupes religieux subissent l'intolérance. Toutefois, sur la base des preuves fournies dans les rapports des pays examinés, presque toutes ces violations étaient toujours illégales selon les autorités, avec la victime ayant la possibilité d'avoir recours à la loi. Aucune de ces violations – beaucoup d'entre elles, par définition, de faibles niveaux – ont été jugées suffisamment graves pour justifier leur description comme significative ou extrême, les deux mots d'ordre dans notre système de catégorisation. Sur ce fondement, et en vertu des objectifs du présent rapport, elles sont répertoriées comme «non classées».

Sur les 196 pays faisant l'objet du présent rapport, 38 ont démontré une preuve indubitable des violations importantes de la liberté religieuse. Dans ce groupe, 23 ont été classés dans la catégorie de haut niveau dénommée «persécution», et les 15 restants dans la catégorie «discrimination». Depuis la publication du dernier Rapport sur la liberté religieuse dans le monde il y a deux ans, la situation reliée à la liberté religieuse s'est clairement aggravée pour 14 pays (37 %), avec 21 pays (55 %) ne démontrant aucun signe de changement évident. La situation s'est nettement améliorée dans 3 pays seulement (8 %): le Bhoutan, l'Egypte et le Qatar. Parmi les pays classés dans la catégorie «persécution», 11 – un peu moins de la moitié – ont été évalués comme des situations où l'accès à la liberté religieuse était en remarquable baisse. Parmi les pays répertoriés dans la catégorie «persécution» ne démontrant aucun signe perceptible d'amélioration, 7 ont été caractérisés par des scénarios extrêmes (l'Afghanistan, l'Irak, le nord du Nigéria,

la Corée du Nord, l'Arabie saoudite, la Somalie et la Syrie) où la situation est déjà si mauvaise qu'elle pouvait à peine s'empirer. Cette constatation signifie qu'il y a un fossé grandissant entre un groupe croissant de pays avec des niveaux extrêmes de violations de la liberté religieuse et ceux où les problèmes sont moins flagrants, par exemple l'Algérie, l'Azerbaïdjan et le Vietnam.

Une forme virulente et extrémiste de l'islam a émergé comme la première des menaces contre la liberté religieuse et elle s'est révélée être la cause première de la «persécution» dans la plupart des cas les plus graves. Sur les 11 pays répertoriés comme ayant une aggravation de la persécution, 9 étaient sous la pression extrême de la violence islamiste (le Bangladesh, l'Indonésie, le Kenya, la Libye, le Niger, le Pakistan, le Soudan, la Tanzanie et le Yémen). Sur les 11 pays ayant des niveaux constants de persécution, 7 sont confrontés à d'énormes problèmes reliés à l'islamisme – à la fois des agressions commises par des violateurs non-étatiques et des oppressions parrainées par l'État (l'Afghanistan, l'Irak, le Nigéria, les Territoires palestiniens, l'Arabie Saoudite, la Somalie et la Syrie).

En évaluant des thèmes sous-jacents relatifs à ces constatations, il est apparu qu'une recrudescence massive de la violence et de l'instabilité reliée à l'islamisme a joué un rôle prépondérant dans l'augmentation explosive du nombre de réfugiés. Un constat primordial de ce rapport est la menace mondiale engendrée par l'hyper-extrémisme religieux, ce qui, aux yeux des occidentaux, semble être un culte de la mort avec une intention génocidaire. Ce nouveau phénomène de l'hyper-extrémisme est caractérisé par des méthodes radicales par lesquelles ce dernier atteint ses objectifs, qui vont au-delà des attentats suicides – à savoir l'extermination de masse, y compris des formes horribles d'exécution, le viol, la torture extrême telle que la crémation des personnes vivantes, les crucifixions et la poussée des personnes hors des immeubles de grande hauteur. L'une des caractéristiques marquantes de l'hyper-extrémisme est l'auto-glorification évidente des agresseurs pour leurs actes de brutalité infligée à leurs victimes, lesquelles atrocités sont paradées dans les médias sociaux.

Comme en témoignent les preuves des Yézidis décrites ci-dessus, les violences perpétrées par des groupes militants tels que Daesh étaient indicatrices d'un déni complet de la liberté religieuse. Les atrocités commises par ces groupes islamistes agressifs en Syrie, en Irak, en Libye et par leurs partisans affiliés ailleurs dans le monde ont sans doute été l'un des plus grands revers affectant la liberté religieuse depuis la Seconde Guerre mondiale. Ce qui a bien été décrit comme un génocide, selon une Convention des Nations Unies utilisant ce terme⁴, est un phénomène de l'extrémisme religieux presque sans comparaison (**consultez le document d'information relatif au génocide**). Les actes d'agression en question incluent des tueries généralisées, la torture physique et mentale, l'emprisonnement, l'esclavage et, dans certains cas extrêmes, «l'imposition de mesures visant à empêcher les enfants de naître⁵». En outre, il y a eu la saisie des terres, la destruction des édifices religieux et de toutes les traces du patrimoine religieux et culturel, et l'asservissement des personnes sous un système qui insulte presque chaque principe des droits de l'homme.

⁴ Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, adoptée par la Résolution (III) A de l'Assemblée générale des Nations Unies le 9 décembre 1948 <http://www.hrweb.org/legal/genocide.html>

⁵ Op. cit., p. 1.



Image: Carl De Souza/AFP/Getty Images

Au lendemain de la tragédie: des ambulanciers paramédicaux aident un étudiant blessé pendant l'attaque par des hommes armés d'Al-Shabaab contre la Garissa University College le 2 avril à 2015.



ÉTUDE DE CAS LE KENYA

Son asesinados 148 personas en un atentado en una universidad

Avril 2015: selon des rapports médiatiques, 148 personnes ont été tuées dans une attaque par des militants d'Al-Shabaab contre la Garissa University College, dans le nord-est du Kenya. Au sujet de cette attaque la plus meurtrière à ce jour par le groupe terroriste, des témoins ont affirmé que des extrémistes lourdement armés ont ciblé des chrétiens et les ont abattus avant de tirer au hasard sur les étudiants.

Quatre des hommes islamistes armés ont été finalement encerclés dans un dortoir, ils ont été tués lorsque leurs gilets-suicide ont explosé pendant que les forces de sécurité ont ouvert le feu. Un cinquième a été arrêté plus tard.

Selon le compte officiel Twitter du Centre national d'intervention sur les catastrophes du Kenya (Kenya's National Disaster Operation Centre) et les rapports des médias du Kenya, 587 personnes ont réussi à s'échapper et 79 personnes ont été blessées.

Les hommes armés ont lancé leur attaque en capturant des otages durant des services de prière tôt le matin.

Un témoin, présent sur le campus pendant l'assaut, a dit que des hommes armés ont fait irruption dans un service chrétien et ils ont pris des otages. Il a dit qu'ils se sont ensuite «dirigés vers les dortoirs, ils ont tiré sur n'importe quelle personne qu'ils rencontraient, sauf leurs semblables, les musulmans.»

Les militants auraient séparés les étudiants selon leur religion, permettant aux musulmans de quitter les lieux et gardant un nombre inconnu de chrétiens en otage.

L'état de siège a pris fin après presque 15 heures avec quatre hommes armés tués par les Commandos Recce Squad de la GSU du Kenya. Dans le sillage des violences, le ministre de l'Intérieur Joseph Nkaiserry a déclaré aux médias du Kenya : «L'opération s'est terminée avec succès. Quatre terroristes ont été tués.»

La ville de Garissa était une cible évidente. Située à seulement 90 miles (145 km) de la frontière avec la Somalie, le campus des étudiants principalement chrétiens était une cible facile dans une zone à prédominance musulmane.

Le manque de sécurité sur le campus a été une préoccupation majeure avant les attentats de Garissa, et en novembre 2014, des étudiants ont organisé une manifestation pour mettre en évidence cet enjeu. Suite à cette attaque terroriste, les étudiants et les parents ont demandé pourquoi le campus de Garissa a été gardé par seulement deux agents de sécurité, en particulier après des récents avertissements de renseignements largement diffusés au sujet d'une attaque imminente contre l'université. Un collège de formation des enseignants, situé à proximité de Garissa, a renvoyé des étudiants à la maison seulement deux jours avant cette attaque terroriste à cause de telles préoccupations.

Sources: Sydney Morning Herald, 6 avril 2015; *Algemeiner*, 7 juillet 2015; *Guardian* (site Web), 23 novembre 2015; *Newstime Africa* (site Web), 2 avril 2015.

ÉTUDE DE CAS LE ROYAUME-UNI

Un commerçant musulman ahmadiyya assassiné après les souhaits de «Joyeuses Pâques»

Mars 2016 : un commerçant musulman ahmadiyya à Glasgow a été assassiné dans une attaque fondée sur des motifs religieux. L'homme de 40 ans a été brutallement poignardé et trouvé effondré sur la route devant sa boutique, le Shah's Newsagents and Convenience Store, à Shawlands, Glasgow. Il a été déclaré mort à son arrivée à la Queen Elizabeth University Hospital. Un musulman a été arrêté dans le cadre de ce meurtre que la police a décrit comme «motivé par des considérations religieuses».

Des rapports initiaux ont relié cet assassinat avec un message sur Facebook dans lequel monsieur Shah souhaitait Joyeuses Pâques aux personnes. Dans son dernier message affiché sur le site de réseautage social le 24 mars, Asad Shah a écrit : «Bon Vendredi Saint et très Joyeuses Pâques en particulier à ma bien-aimée nation chrétienne! Suivons les véritables traces du bien-aimé Saint JESUS-CHRIST (la paix soit sur lui) * et obtenons la véritable réussite dans les deux mondes.»

Mais après que Tanveer Ahmed a admis qu'il avait commis le crime et qu'il a été accusé de meurtre, il a publié une déclaration dans laquelle il a déclaré : «Asad Shah a manqué de respect envers le messager de l'islam, le prophète Mahomet, la paix soit sur lui.» Monsieur Ahmed, 32 ans, a relié sa décision de tuer le commerçant à des affichages et des vidéos postés sur les médias sociaux dans lesquels monsieur Shah prétendait avoir reçu des révélations prophétiques de Dieu. Il a conclu sa déclaration en écrivant : «Si je ne l'avais pas fait, d'autres l'auraient fait et il y aurait eu plus de morts et de violence dans le monde.»

Monsieur Shah était originaire du Pakistan. La Constitution du Pakistan interdit aux Ahmadiyya de se référer à eux-mêmes comme musulmans. Une veillée silencieuse a également été organisée à l'extérieur de son magasin et elle a été suivie par des centaines de personnes, dont Nicola Sturgeon, le Premier ministre de l'Ecosse.

Les dirigeants musulmans ahmadiyya de Glasgow ont publié une déclaration qui se lit comme suit : «Ce meurtre est profondément troublant et il constitue un précédent extrêmement dangereux, car il justifie le meurtre de quiconque – musulman ou non musulman – considéré par un extrémiste comme quelqu'un qui a manqué de respect envers l'islam... La communauté musulmane ahmadiyya croit fermement que toutes les personnes devraient être en mesure de pratiquer pacifiquement leur foi sans crainte de persécution ou de violence.»

*La paix soit sur lui

Sources: National Post (Canada), 29 mars 2016; Daily Telegraph, 6 de abril de 2016; 6 april 2016; BBC News (en ligne), 7 avril 2016; page Facebook d'Asad Shah (https://www.facebook.com/permalink.php?story_fbid=1669750269966472&id=100007945443146&pnref=story)



Loin du Moyen-Orient et de certaines régions d'Afrique du Nord, où l'hyper-extrémisme est clairement nettement développé, le présent rapport confirme les indications de la propagation de l'idéologie militante, avec des mouvements extrémistes promettant affiliation à Daesh, au sein des pays aussi éloignés que le Bangladesh et le Nigéria, les Philippines, l'Indonésie et le Pakistan. La cassure de la violence islamiste en Afrique subsaharienne a été particulièrement visible au Kenya, dans de multiples attaques le long de la frontière avec la Somalie, et notamment à la Garissa University où le groupe extrémiste Al-Shabaab a tué 148 personnes, ciblant les étudiants chrétiens qui ont été séparés de leurs camarades de classe musulmans⁶. (**Consultez l'étude de cas consacrée à l'attaque contre l'université du Kenya aux pages 12 et 13.**) L'impact de l'extrémisme a été également ressenti à Glasgow, en Ecosse où le commerçant Asad Shah, un musulman ahmadiyya, a été assassiné à Pâques 2016. Les rapports des médias ont immédiatement reliés ce crime aux commentaires de monsieur sur Shah Facebook dans lesquels il souhaitait «Bon vendredi saint et très Joyeuses Pâques en particulier à ma bien-aimée nation chrétienne.⁷» Toutefois, Tanveer Ahmed, l'homme accusé de cet assassinat, a publié, par la suite, une déclaration en affirmant que le motif de son crime était les prétentions de visions prophétiques de monsieur Shah⁸. (**Consultez étude de cas à propos de l'assassinat de monsieur Shah.**) L'impact déstabilisateur que cette pandémie de l'extrémisme a eu sur la place de la religion dans la société civile ne peut pas être sous-estimé et il a été exacerbé par les incidents terroristes à Bruxelles, à Paris et à Istanbul, pour ne citer que trois exemples. **La menace de l'islam militant, une constatation principale du présent rapport, pourrait se faire sentir dans une proportion importante des 196 pays examinés : un peu plus de 20 % des pays – au moins 1 sur 5 – ont connu un ou plusieurs incidents d'activité violente, inspirée par l'idéologie islamique extrémiste, dont au moins 5 pays d'Europe occidentale et 17 nations africaines⁹.**

Un des principaux objectifs de l'hyper-extrémisme islamiste est de déclencher l'élimination complète des communautés religieuses de leurs terres ancestrales, laquelle élimination est un processus provoqué par l'exode massif. Comme conséquence de cette migration, ce phénomène d'hyper-extrémisme a été un facteur majeur dans la déstabilisation

fondamentale du tissu socioreligieux de continents entiers, affectant – ou sous la pression d'affecter – des millions de personnes.

Selon les chiffres des Nations Unies, on estimait à 65,3 millions de réfugiés à la fin de 2015 – ce qui est le chiffre le plus élevé jamais enregistré, et une augmentation de plus de 9 % comparativement à l'année précédente. Au moment de la rédaction du présent rapport, les chiffres les plus récents sont équivalents, en moyenne, à 24 personnes qui sont déplacées de leurs maisons chaque minute de chaque jour pendant l'année 2015¹⁰. Bien que les facteurs économiques aient joué un rôle important, les pays qui ont considérablement connu une augmentation des réfugiés étaient des centres de l'extrémisme religieux: la Syrie (Daesh), l'Afghanistan (les Talibans) et la Somalie (Al-Shabaab)¹¹. Il y avait beaucoup de personnes qui fuyaient précisément à cause de la persécution religieuse, mais la plupart des gens ont fui en raison de la violence, de l'éclatement du gouvernement et de l'extrême pauvreté pour lesquels l'extrémisme religieux a été la cause, le symptôme, la conséquence ou les trois simultanément. À cet égard, l'extrémisme a été un facteur clé dans l'explosion migratoire des personnes. L'extrémisme religieux a joué un rôle prépondérant dans la création des Etats terroristes qui sont vidés de leurs citoyens.

Des preuves révèlent qu'au Moyen-Orient et dans certaines parties de l'Afrique et du sous-continent asiatique, des personnes de toutes confessions religieuses étaient en partance, mais des niveaux disproportionnés de migration parmi les chrétiens, les Yézidis et d'autres groupes minoritaires soulevaient la possibilité – ou même la probabilité – de leur extinction à l'intérieur de la région. Un exemple particulièrement dramatique est Alep, la ville syrienne à l'épicentre de la guerre civile. La population globale a diminué de 2,3 millions¹² à 1,6 millions¹³ (30 %) et, pourtant, les principaux partenaires de projet dans la région ont affirmé à l'Aide à l'Eglise en détresse que, durant la même période, les chrétiens ont diminué de 80 % soit à peine 35 000¹⁴. Cette baisse continue à s'accélérer selon des signalements de la dernière année qui avertissent que le christianisme disparaîtra en Irak dans les 5 prochaines années¹⁵ et que les groupes yézidis

⁶ Robyn Dixon, «Les étudiants chrétiens à la Garissa University au Kenya ont prédit le massacre», *Sydney Morning Herald*, le 6 avril 2016 <http://www.smh.com.au/world/christian-students-at-kenyas-garissa-university-foretold-massacre-20150406-1mf11b.html#ixzz4B50wXQxC>

⁷ Auslan Cramb, «Un homme de Bradford admet d'avoir tué le commerçant Asad Shah de Glasgow», *Daily Telegraph*, le 6 avril 2016 <http://www.telegraph.co.uk/news/2016/04/06/man-from-bradford-admits-killing-glasgow-shopkeeper-asad-shah/>

⁸ Andrew Learmonth, «L'homme accusé de l'assassinat du commerçant Asad Shah de Glasgow déclare qu'il a été tué pour avoir manqué de respect envers le prophète Mahomet», *The National*, 7 avril 2016 <http://www.thenational.scot/news/man-accused-of-the-murder-of-glasgow-shopkeeper-asad-shah-says-he-was-killed-for-disrespecting-theprophet-muhammad.16042>

⁹ L'examen a été délimité par deux facteurs principaux : d'une part, il devait y avoir des preuves concrètes de la violence, telles que les bombes-suicides ou des attaques d'incendie criminel, par opposition à des rapports ou des rumeurs des activités extrémistes non prouvées; d'autre part, il devait être clair que les auteurs des violences avaient agi au nom de l'islam extrémiste, par opposition à des actes aléatoires de terrorisme ou des actes perpétrés pour motifs inconnus.

¹⁰ Peter Yeung, «La crise des réfugiés : un nombre record de 65 millions de personnes obligées de fuir leurs maisons, selon l'ONU», *Independent*, 20 juin 2016 <http://www.independent.co.uk/news/world/europe/refugee-crisis-migrants-world-day-un-a7090986.html>

¹¹ Ibid

¹² BBC News, «Profil : Alep, la deuxième ville de la Syrie» <http://www.bbc.co.uk/news/world-middle-east-18957096> www.worldpopulationreciew.com

¹³ John Pontifex, «Le christianisme a-t-il un avenir en Syrie?», *The Tablet*, 10 mars 2016 <http://www.thetablet.co.uk/features/2/8128/does-christianity-have-a-future-in-syria-john-pontifex-visits-homs-five-years-on-to-find-out>

¹⁴ John Pontifex et John Newton, *Persécutés et oubliés? Un rapport sur les chrétiens opprimés pour leur foi*, Sommaire exécutif 2013-2015, p. 5.

¹⁵ Francis Phillips, «Une étude approfondies des communautés en voie de disparition dans le monde», *Catholic Herald*, 20 janvier 2015 <http://www.catholicherald.co.uk/commentandblogs/2015/01/20/a-significant-study-of-the-worlds-disappearing-communities/>

DOCUMENT D'INFORMATION

L'islam sunnite et l'islam chiite comparés et contrastés

Par Roberto Simona

Sur l'ensemble des 1,6 milliard de musulmans dans le monde entier, les sunnites représentent près de 85 % de la population musulmane et les chiites environ 12 %. L'Arabie saoudite et de l'Iran sont les champions de ces deux courants principaux de l'islam.

Les chiites et sunnites partagent des croyances fondamentales communes. Les chiites et sunnites proclament l'unité d'un Dieu unique, ils proclament Mahomet comme le dernier prophète et ils vénèrent le Coran comme leur livre sacré. Toutefois, il y a des différences essentielles. La compréhension de ces différences est cruciale pour donner un sens à l'islam contemporain.

Après la mort de Mahomet en 632, quatre califes – Abu Bakr, Omar, Othman et enfin Ali, le cousin Mahomet – succédèrent à Mahomet. La communauté islamique – «l'Umma» – les avait embrassés comme les califes «bien guidés», mais l'élection d'Ali déclencha une guerre civile ou «fitna» parmi les musulmans au sujet du droit de gouvernance de l'Umma qui les a divisés pour toujours depuis cette époque.

Le terme chiite signifie partisan, de l'arabe «Shi'at Ali», ou partisans d'Ali. Les musulmans chiites croient que le leadership de la communauté islamique appartenait proprement à Ali, le cousin de Mahomet, et qu'il doit rester dans la famille du Prophète avec des descendants d'Ali. Pour les sunnites, le successeur de Mahomet pouvait être choisi parmi tous les musulmans appartenant à l'Umma, et sa tâche consistait à garantir l'unité de la communauté, mais pas à être un guide spirituel. Cependant, pour les chiites, le successeur devait avoir des responsabilités spirituelles et politiques. L'assassinat d'Ali en 661 avait cimenté ce schisme, le plus important, au sein de l'islam. Depuis cette date, les sunnites et chiites ont vécu des périodes successives de guerre afin d'établir leur hégémonie confessionnelle et territoriale.

Les 20e et 21e siècles ont vu l'émergence de mouvements sunnites radicaux, tels que les Frères musulman en Egypte, les Wahhabites en Arabie saoudite, et al-Qaïda et Daesh (EIIS) en Syrie et d'autres parties du monde musulman. Cet extrémisme sunnite a été contré par l'ascension du régime révolutionnaire chiite de l'ayatollah en Iran, qui a incontestablement exacerbé les hostilités entre les chiites et sunnites.

Avec la récente levée des sanctions internationales, l'Iran est devenu un adversaire encore plus redoutable pour les monarchies sunnites au Moyen-Orient. En outre, de nombreux pays arabes sunnites sont composés de populations chiites significatives qui déstabilisent la région. C'est en particulier le cas en Syrie, où le régime alaouite chiite d'Assad est enfermé dans une guerre civile brutale avec sa population majoritaire sunnite, tandis que le gouvernement d'Assad et l'Iran sont les deux principaux partisans du Hezbollah chiite au Liban.

Le conflit qui perdure en Irak a également un caractère confessionnel, où le gouvernement post-Saddam est dominé par les chiites, et la majorité chiite arabe est enfermée dans un conflit intermittent avec des tribus sunnites qui soutiennent souvent Daesh. Au Bahreïn, 70 % de la population sont chiites, alors qu'en Arabie saoudite il y a 2 millions de chiites houthis qui sont tous rétifs. Au Yémen, à la frontière sud de l'Arabie saoudite, une guerre civile a éclaté entre les tribus sunnites et les Houthis.

Enfin, l'existence d'énormes réserves de pétrole en Iran, en Irak, en Arabie saoudite et dans les Émirats du Golfe fournissent à toutes ces tensions intestines une importation internationale, impliquant directement des puissances extérieures comme la Russie, l'Union européenne et les États-Unis.

seront exterminés dans la région¹⁶. Cette tendance est tellement considérable que **les communautés autrefois multireligieuses, notamment dans les régions du Moyen-Orient, sont en train de devenir des sociétés de plus en plus monoreligieuses. La montée de l'islamisme a également représenté une menace pour la diversité au sein de la communauté musulmane, selon des signalements généralisés d'après lesquels des modérés - y compris au sein de la même branche de l'islam - sont expulsés par milliers pour avoir refusé d'accepter Daesh et d'autres groupes rebelles extrémistes**¹⁷. En fait, numériquement parlant, la menace contre les musulmans chiites par les extrémistes sunnites était probablement plus accentuée que pour les personnes d'autres confessions religieuses¹⁸. Un examen de l'évolution de l'islam dans le monde a suggéré que, en partie, la transition vers l'extrémisme et l'intolérance était alimentée par l'augmentation du factionnalisme et de la rivalité entre les communautés sunnites et chiites. Jusqu'à récemment, ces diverses formes de l'islam étaient amplement capables de co-exister, mais, de nos jours, la violence a augmenté à un tel degré dévastateur qu'elle pulvérise toutes les notions de diversité religieuse au sein des pays et des régions qui, jusqu'à récemment, étaient connus pour leur pluralité et leurs niveaux de tolérance. Le conflit sunnite-chiite a entraîné les puissances mondiales sur les pentes divergentes de la fracture religieuse, augmentant ainsi la dégringolade¹⁹. (**Consultez le document d'information au sujet de l'islam chiite et sunnite**).

Face à l'afflux du nombre sans précédent de réfugiés, l'Europe est non seulement confrontée à une crise humanitaire de vastes proportions mais elle doit aussi faire face aux répercussions distinctes touchant la composition religieuse de ses sociétés. Jusqu'à récemment, l'Europe avait été presque entièrement dominée par une seule foi et un seul système de valeur – à savoir le christianisme, et les principes fondamentaux de l'égalité, de la liberté et de la solidarité. Une dimension majeure de la crise de la migration vers l'Occident était que cette crise migratoire a mis en évidence le contraste grandissant entre les pays d'accueil des réfugiés, où la religion a été en déclin depuis si longtemps, et une croissance généralisée de la ferveur religieuse dans de nombreuses autres parties du monde. Un tel contraste s'applique particulièrement à l'histoire de l'Europe chrétienne, les Etats-Unis, le Canada et l'Australie.

Avec l'Allemagne accueillant 1,1 millions de migrants, en 2015²⁰, en provenance du Moyen-Orient, de l'Asie et de l'Afrique, les signalements rapportés ont mis en évidence que les musulmans radicaux parmi ces migrants faisaient pression sur les autres réfugiés de foi chrétienne pour qu'ils se convertissent à l'islam²¹. Le fait que les réfugiés étaient majoritairement musulmans a envenimé

un débat public déjà tendu à propos de la place de l'islam dans la société occidentale, surtout après des attaques violentes, y compris ceux sur les fêtards du Nouvel An, ce qui a incité les critiques de la politique d'immigration du gouvernement allemand²². Il y a eu des rapports d'organisations d'extrême-droite de l'Occident qui ont réagi à la menace de la violence islamiste en invoquant, dans certains cas, le christianisme pour légitimer un comportement intolérant ou potentiellement menaçant. Au Royaume-Uni, la Britain First Group (le Groupe Grande-Bretagne d'Abord) a mené des «patrouilles chrétiennes» dans «la région est de Londres occupée par des musulmans» en réaction aux attaques contre Paris en novembre 2015²³.

Les grands titres des actualités au sujet de la menace extrémiste et de l'islam aggressif contre l'Europe «chrétienne» ne pouvaient pas être entièrement rejetés comme de la xénophobie quand il est apparu qu'une petite partie de la nouvelle communauté a été radicalisée. Néanmoins, ceux qui ne sont pas tombés dans cette catégorie se sentaient mal à l'aise dans une société si différente de leur propre société, où la religion joue peu ou pas de rôle dans la vie quotidienne, mais reste ancrée dans l'identité nationale. L'essor de l'Internet signifiait que l'extrémisme religieux et la violence ont été de plus en plus perçus comme étant un phénomène sans frontières géographiques, comme en témoignaient le nombre de jeunes musulmans, apparemment radicalisés en ligne et s'engageant pour le djihad en vue de se rendre en Syrie pour rejoindre Daesh. À l'ère des nouveaux médias, l'extrémisme religieux est devenu un **agent de liaison toxique entre des individus marginaux et des réseaux terroristes mondiaux dont la portée est insaisissable aux services de police et de renseignements**.

L'actuel rapport a établi un lien entre la violence islamiste et une augmentation notable de la violence et de l'intolérance envers les groupes juifs. Cette tendance a retenu l'attention du monde avec les attaques de janvier 2015 contre un restaurant kasher à Paris, deux jours après les tueries dans les bureaux de la revue satirique *Charlie Hebdo*. (**Consultez l'étude de cas à propos des attaques contre le restaurant kasher aux pages 18 et 19**). La Ligue pour les droits de la personne du B'nai Brith Canada a reçu 1 627 rapports d'incidents en 2014 – une augmentation de 21,7% comparativement aux 1 274 incidents en 2013²⁴. En Australie, le Conseil exécutif de la judéité australienne (Executive Council of Australian Jewry : ECAJ) a enregistré 190 incidents antisémites en l'espace de 18 mois jusqu'au 30 septembre 2015. Le ECAJ a suggéré que les attaques étaient reliées à la colère musulmane contre la violence et l'instabilité dans les Territoires palestiniens, en particulier dans la bande de Gaza. La montée des incidents antisémites a également été reliée à des mouvements néo-nazis

¹⁶ Francis Phillips, «Une étude approfondies des communautés en voie de disparition dans le monde», *Catholic Herald*, 20 janvier 2015 <http://www.catholicherald.co.uk/commentandblogs/2015/01/20/a-significant-study-of-the-worlds-disappearing-communities/>

¹⁷ Daesh (EIIS) lance offensive contre les musulmans sunnites en Irak, 26 juin 2016 <http://muslimnews.co.uk/newspaper/world-news/isis-launches-offensive-against-sunnimuslims-in-iraq/>

¹⁸ «Daesh (EIIS) a tué plus de musulmans que des personnes d'autres religions», EENADU India, 18 novembre 2015, <http://www.eenaduindia.com/News/International/2015/11/18140154/ISIS-killed-more-Muslims-than-people-of-other-religions.vpf>

¹⁹ «Les chiites sunnites versus les chiites : ici et là-bas», *The Economist*, 29 juin 2013 <http://www.economist.com/news/middle-east-and-africa/21580162-sectarian-rivalryreverberating-region-making-many-muslims>

²⁰ «Les attaques contre Cologne : les cas criminels autour des célébrations marquant la veille du Nouvel An atteignent 500 incidents», BBC News, 11 janvier 2016 <http://www.bbc.co.uk/news/world-europe-35277249>

²¹ Tom Heneghan, «En Allemagne, des préoccupations au sujet des réfugiés musulmans harcelant des chrétiens», *Crux*, 7 juin 2016 [https://cruxnow.com/global-church/2016/06/07/germany-concerns-muslim-refugees-harassing-christians /](https://cruxnow.com/global-church/2016/06/07/germany-concerns-muslim-refugees-harassing-christians/)

²² «Les attaques contre Cologne : les cas criminels autour des célébrations marquant la veille du Nouvel An atteignent 500 incidents», op. cit.

²³ https://www.facebook.com/OfficialBritainFirst/info/?entry_point=page_nav_about_item&tab=page_info

²⁴ <http://www.bnabriaudit.ca/>



ÉTUDE DE CAS LA FRANCE

Des otages tués pendant une attaque sur une épicerie kasher à Paris

Janvier 2015: Janvier 2015: agissant en coordination avec les tueurs qui ont attaqué les bureaux du magazine satirique *Charlie Hebdo* le 7 janvier, deux autres djihadistes ont perpétré une attaque ciblant la communauté juive deux jours plus tard. Quatre personnes ont été tuées et quatre autres grièvement blessées dans une attaque antisémite contre un supermarché kasher à Paris, laquelle attaque a pris fin lorsque la police a pris d'assaut le bâtiment.

Parmi les personnes tuées, il y avait le fils d'un rabbin bien connu, un retraité, un enseignant et un employé de magasin.

Yoav Hattab, 22 ans, Philippe Braham, 45 ans, Yohan Cohen, 22 ans et François-Michel Saada, 64 ans, ont été assassinés par le djihadiste Amedy Coulibaly au cours de la prise d'otages à Hyper Cacher le 9 janvier à 2015.

Amedy Coulibaly, 32 ans, et son partenaire, Hayat Boumeddiene, 26 ans, étaient déjà recherchés dans le cadre d'une fusillade mortelle d'une policière, qui a été tuée le jour précédent dans le sud de Paris.

Coulibaly a été abattu durant le raid policier, qui a marqué la troisième attaque terroriste dans la capitale française en autant de jours, mais Boumeddiene a pu échapper aux forces de police.

La France abrite la plus grande communauté juive en Europe, mais il y a eu une augmentation remarquable des attaques antisémites au cours des dernières années.

À la suite de ces événements, d'autres attaques violentes ont eu lieu pour lesquelles Daesh (EIIS) a revendiqué la responsabilité. En novembre 2015, 130 personnes ont été tuées et 370 blessées à Paris, et en juillet 2016, 85 personnes sont mortes et 307 ont été blessées quand un camion a foncé dans la foule à Nice.

Sources: BBC News (en ligne), 27 novembre 2015; Le Monde, 17 février 2015.





ÉTUDE DE CAS LA BIRMANIE (MYANMAR)

Un moine bouddhiste mène une campagne antimusulmane

Juillet 2014: des émeutes antimusulmanes à Mandalay, la deuxième plus grande ville de la Birmanie, a fait deux morts et une douzaine de blessés. Les deux personnes mortes ont été identifiées comme un bouddhiste et un musulman. Les combats à Mandalay ont commencé le soir du 1^{er} juillet, lorsque des centaines de bouddhistes ont attaqué un salon de thé musulman dans le canton Chan Aye Thar Zan, suite à des allégations que le propriétaire avait violé une employée bouddhiste. Les attaques ont fait cinq blessés et elles ont conduit à une deuxième nuit de violence le jour suivant.

Le colonel Zaw Min Oo du Département de police de la région de Mandalay a déclaré à Radio Free Asia que près de 40 moines et 450 laïcs se sont rassemblés dans les rues avec «des bâtons et des couteaux». Des témoins ont rapporté avoir vu des foules de manifestants bouddhistes qui hurlaient des slogans antimusulmans et lançaient des briques sur les maisons des musulmans.

U Wirathu (dans la photo), 45 ans, moine bouddhiste du monastère Masoeyein de Mandalay, est considéré par beaucoup comme celui qui provoque des attitudes antimusulmanes en Birmanie. Il a gagné en notoriété pour la diffusion de sentiments anti-islamiques durant sa campagne nationaliste « 969 » qui encourage les bouddhistes birmans à rejeter les communautés musulmanes.

En 2003, il a été condamné à 25 ans de prison pour incitation à la haine religieuse, mais il a été libéré en janvier 2012. En octobre, moins d'un an après avoir été libéré de prison, il a organisé des manifestations contre l'Organisation internationale de coopération islamique qui projetait d'ouvrir un bureau dans le pays.

Les partisans du groupe nationaliste populaire, le mouvement « 969 », estiment que le pays, peuplé par environ 90 % de bouddhistes, est sous la menace de ce qu'ils prétendent être une dangereuse population musulmane rapidement en croissance.

Le cardinal Charles Bo de Yangon (Rangoon), dans son discours devant le Conseil des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies en mars 2016, a exhorté la communauté internationale à encourager le gouvernement de la Birmanie à respecter la liberté religieuse. À la suite des événements violents susmentionnés, le gouvernement a rédigé les «Lois sur la protection de la race et de la religion», qui éliminerait le droit de conversion et de mariage avec quelqu'un à l'extérieur « de sa race et de sa religion».

Sources: Radio Free Asia (site Web) 2 juillet 2014; Vice.Com (<http://www.vice.com/read/burmese-bin-laden-sweats-hes-a-good-guy>) 23 janvier 2014; Irawaddy, 2 avril 2013; Cardinal Charles Bo, «La nation au carrefour des défis et des possibilités», Genève, 15 mars 2016..

d'extrême droite. En Suède, des exemples d'attaques comprenaient le vandalisme de la voiture d'un homme juif à Stockholm en septembre 2014. Toutes les fenêtres ont été brisées et une carte plastifiée avec une croix gammée a été placée sous l'essuie-glace du pare-brise. Des pierres ont été lancées sur plusieurs synagogues dans les villes suédoises, résultant à 25 fenêtres brisées²⁵.

Le cas échéant, peu de groupes religieux n'ont été ni des victimes ni des auteurs de la persécution. Ce rapport a révélé que parmi les communautés juives, bouddhistes et hindoues, une menace croissante est venue des groupes non-traditionnels mais bruyants, beaucoup d'entre eux reliant la foi au patriotisme pour créer une forme de nationalisme religieux où les minorités devaient être considérées comme des parias. En Birmanie, on a signalé que le 1^{er} juillet 2014, 40 moines bouddhistes et 450 laïcs se sont massés dans les rues de Chan Aye Thar, en brandissant des couteaux et des bâtons et ils ont assiégié un salon de thé musulman²⁶. (*Consultez l'étude de cas sur la violence anti-musulmane en Birmanie*).

En Israël, à un moment de nombreuses attaques à motivation religieuse, les évêques catholiques de l'Etat ont déposé une plainte officielle en décembre 2015 contre le rabbi Benzi Gopstein. Il a fait une déclaration sur un site web ultra-orthodoxe, déclarant que «la Noël n'a pas sa place en Terre Sainte²⁷» et appelant à la destruction de toutes les églises en Israël, en ajoutant : «Laissez-nous expulser les vampires avant qu'ils ne boivent une fois de plus notre sang.²⁸» En Inde, «la plus grande démocratie du monde», le respect des droits des minorités s'est retrouvé sous la menace croissante de groupes extrémistes hindous. Des organisations «pro-hindouisation» sont une source de préoccupation majeure, car elles engendrent un climat conduisant des extrémistes hindous à attaquer physiquement les minorités religieuses avec une relative impunité. Une telle menace a été rendue manifeste en septembre 2015, lorsque des extrémistes hindous auraient brutalement assassiné Akhlaq Ahmed, un homme musulman qui a été accusé de célébrer Eid en tuant une vache et en mangeant du bœuf²⁹.

Au cours de la période examinée dans ce rapport, de nouveaux problèmes plus profonds sont apparus dans certains pays où une religion particulière est identifiée avec l'Etat-nation. Les gouvernements et les législateurs ont défendu les droits de cette religion par opposition aux droits des croyants individuels³⁰. Cette situation été manifeste dans des pays tels que l'Inde, le Pakistan et la Birmanie. Le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la liberté de religion a averti que les gouvernements qui adoptent des lois

protégeant les religions contre les infractions risquent d'endommager les perspectives de la liberté religieuse. Le Rapporteur spécial a décrit le potentiel de ségrégation accrue fondée sur les appartenances religieuses ou ethniques et une opinion populaire grandissante selon laquelle la conversion religieuse représentait une trahison de l'identité ethnique ou raciale. **Les preuves répertoriées dans le présent rapport suggèrent que les pays qui ont adopté une religion d'Etat durant les dernières décennies démontrent une tendance croissante à concevoir des «lois antiblasphèmes» qui sont susceptibles d'être mal utilisées.** Au Pakistan, jusqu'à maintenant, l'échec du gouvernement à modifier les soi-disantes Lois sur le blasphème s'est heurté à l'augmentation des critiques internationales, d'autant plus que les tribunaux sont évidemment mis sous pression par des groupes populistes déterminés à défendre l'honneur de l'islam à tout prix, ce qui nuit sans doute le droit d'un individu à un procès équitable. En juillet 2015, la Cour suprême du Pakistan³¹ a suspendu la peine de mort dans le cas de la femme chrétienne Asia Bibi, qui avait été reconnue coupable de blasphème par les tribunaux locaux, notamment le Lahore High Court³². Cette suspension a incité un regain d'inquiétudes au sujet de partialité dans le système judiciaire du pays à l'échelle locale³³.

L'évaluation des pays dirigés par des régimes dictatoriaux ou des tendances autoritaires a démontré que le renforcement de la sécurité et des réglementations portant atteinte à la liberté religieuse étaient justifiées par la menace de l'extrémisme religieux. Des pays comme l'Ouzbékistan, l'Azerbaïjan³⁴ et d'autres en Asie centrale ont réagi à la menace en imposant de nouveaux contrôles plus stricts sur la liberté religieuse, considérés par leurs détracteurs comme sans discernement, affectant non seulement les groupes extrémistes mais aussi les musulmans de toutes les traditions ainsi que les personnes d'autres confessions. En Ouzbékistan, une campagne de sécularisation a incité les forces de sécurité dans de nombreuses villes à ordonner aux femmes musulmanes de retirer leurs foulards et les hommes ont été informés qu'ils seraient condamnés à une amende pour avoir porté une calotte ou un couvre-chef³⁵. Un décret du ministère de l'Éducation a interdit les personnes âgées de 18 ans et moins de participer aux prières du vendredi et ce décret a infligé une amende à leurs parents pour non-respect de ce décret³⁶.

Le tableau des pays avec des violations significatives de la liberté religieuse produit pour le présent rapport a révélé des résultats importants concernant l'impact évolutif des régimes ayant des

²⁵ <http://kantorcenter.tau.ac.il/sites/default/files/Scandinavia%202014.pdf>

²⁶ «Des émeutes antimusulmanes deviennent mortelles dans la ville Mandalay au Myanmar», *Radio Free Asia*, 2 juillet 2014 <http://www.rfa.org/english/news/myanmar/riot-07022014164236.html>

²⁷ «Israël: des évêques protestent tandis qu'un rabbin décrit les chrétiens comme des vampires», *Independent Catholic News*, 23 décembre 2015 <http://www.indcatholicnews.com/news.php?viewStory=29100>

²⁸ <http://en.ipj.org/2015/08/10/aochl-fi-les-complaint-against-the-rabbi-gopstein/>

²⁹ «La politique de l'Inde en matière de consommation de boeuf démontre son côté violent», *UCANews*, 7 octobre 2015 <http://www.ucanews.com/news/indias-politics-of-beef-shows-its-violent-side/74387>

³⁰ Heiner Bielefeldt, «Fausses perceptions de la liberté, de la religion, des croyances», *Human Rights Quarterly*, vol. 35 (2013), p. 45.

³¹ «La Cour suprême du Pakistan suspend la condamnation à mort d'Asia Bibi», *BBC News*, 22 juillet 2015 <http://www.bbc.co.uk/news/world-asia-33617186>

³² Morgan Lee, «La condamnation à mort d'Asia Bibi confirmée par la Haute Cour de Lahore», *Christianity Today*, 17 octobre 2014 <http://www.christianitytoday.com/gleanings/2014/october/asia-bibis-death-sentence-upheld-by-lahore-high-court.html>

³³ «La Cour suprême du Pakistan suspend la condamnation à mort d'Asia Bibi», op. cit.

³⁴ «Le pays a récemment apporté des modifications à la Loi sur la liberté religieuse et la lutte contre l'extrémisme religieux, lesquelles modifications interdisent les personnes ayant reçu une éducation religieuse à l'étranger d'implanter des rites et des cérémonies islamiques en Azerbaïdjan.» Nigar Orujova, «Nouvelle université religieuse pourrait voir le jour en Azerbaïdjan», *Azernews*, 8 décembre 2015 <http://www.azernews.az/azerbaijan/90576.html>

³⁵ *Radio Free Europe/Radio Liberty*, 28 avril 2015 et 14 juin 2015.

³⁶ *Radio Free Europe/Radio Liberty*, 24 septembre 2015.



ÉTUDE DE CAS LA CHINE

Des symboles religieux démolis

Mai 2015: les nouvelles règles introduites dans la province de Zhejiang ont conduit à la démolition des symboles religieux en Chine. Les autorités ont publié un projet de proposition pour la réglementation des bâtiments, énonçant les conditions pour la couleur, la taille et l'emplacement des croix sur les lieux de culte et des bâtiments appartenant à l'Eglise. Selon les nouvelles directives, les propriétés religieuses ne peuvent pas dépasser une hauteur de 78 pieds (24 mètres) et les croix sur les clochers sont interdites. Au lieu de cela, les symboles chrétiens doivent être placés sur les murs de l'édifice, mais ils ne peuvent pas dépasser un dixième de la longueur du bâtiment en hauteur et ils doivent être d'une couleur qui n'est pas visuellement frappante.

La nouvelle proposition est effectuée au milieu d'une campagne pour la démolition des croix et des églises qui a commencé en 2013 dans le Zhejiang, avant de se propager dans les provinces voisines de Henan et Anhui. Le gouvernement a fait valoir que les bâtiments démolis durant cette campagne ont transgressé les codes de construction, bien que les catholiques et les protestants aient souligné que la plupart des édifices ont été construits avec l'autorisation des autorités locales. En mars 2016, plus de 2000 églises et des croix avaient été détruites.

Le gouvernement chinois a également entrepris des efforts pour promouvoir le processus de « sinisation », par lequel les religions doivent s'assimiler de plus en plus à la culture chinoise et s'aligner avec les valeurs fondamentales du socialisme. La «sinisation» privilégie la loyauté envers l'Etat et le Parti communiste au détriment des croyances religieuses, et elle vise à fusionner le christianisme avec des caractéristiques chinoises.

Sources: UCA News, 7 mai 2014; Aide à l'Église en détresse, Persécutés et oubliés?: Un rapport sur les chrétiens opprimés pour leur foi – 2013 à 2016.

tendances dictatoriales ou autoritaires. Sur les 22 pays classés dans la catégorie «persécution», 6 présentaient des signes de problèmes graves et généralisés causés par les Etats autoritaires. Dans 2 de ces pays (la Chine et l'Erythrée), la situation s'est clairement empirée et, quant aux 4 autres (la Birmanie, la Corée du Nord, le Turkménistan et l'Ouzbékistan), le niveau de persécution était analogue à la période entre 2012 et 2014. Dans ces cas, les preuves ont démontré que l'Etat a ré-affirmé son contrôle en ciblant des groupes religieux considérés comme une menace pour «l'ordre». **Une recrudescence des arrestations, des lois restreignant la liberté religieuse, une rhétorique de l'Etat contre la pluralité religieuse et des actes sporadiques de violence inspirés par le gouvernement ont renouvelé la pression sur des groupes religieux dans des pays aussi divers que la Chine, l'Ouzbékistan et les pays «stans» avoisinants, et l'Inde, ainsi que chez les délinquants permanents notoires, notamment la Corée du Nord.** Les preuves ont mis en évidence des signes croissants selon lesquels les Etats autoritaires considèrent la religion comme une force pour saper la loyauté à l'Etat, une forme d'influence étrangère indésirable pénétrant par la porte arrière. Dans le cas du christianisme, elle est perçue comme un cheval de Troie de l'impérialisme occidental.

En Chine, il y avait une nouvelle tendance à relier les minorités religieuses à des groupes incitant à la discorde et à la désunion. L'emprisonnement continual des évêques et d'autres chefs religieux considérés comme une menace contre le contrôle du gouvernement a été combiné avec l'augmentation de l'intolérance des groupes considérés comme hors la loi. La politique de «sinisation» de la Chine, par laquelle les religions sont obligées d'assimiler la culture chinoise et d'extirper les «influences extérieures», a mis la pression sur les groupes religieux de se conformer à un plus grand contrôle de l'Etat. Le défaut d'accepter les réglementations a entraîné des conséquences dramatiques. Les règlements introduits en mai 2015 au Zhejiang précisaien la couleur, la taille et l'emplacement des croix et la hauteur des édifices religieux. Ces règlements ont été appliqués en pleine campagne pour la démolition des églises et des croix à la fois au Zhejiang et dans les provinces voisines, laquelle campagne a débuté en 2013³⁷. (Consultez l'étude de cas sur le retrait parrainé par l'Etat des symboles chrétiens des églises en Chine). En mars 2016, il a été rapporté que plus de 2 000 églises et des croix ont été démolies³⁸. La femme du pasteur Ding Cuimei a été étouffée à mort quand elle et son mari ont été enterrés vivants parce qu'ils protestaient contre les tentatives de démolir leur église. Autant en 2014 qu'en 2015, les efforts du gouvernement pour débarrasser la Chine de la «pollution spirituelle» des religions, y compris le christianisme, signifiaient que les facettes «consuméristes» des fêtes de Noël typiques à l'Occident ont

été interdites dans certaines villes – avec une interdiction des fêtes de Noël, des arbres de Noël et des cartes de souhait dans les écoles et les universités à travers plusieurs villes³⁹. Dans la région du Xinjiang, en juin 2015, les fonctionnaires, les étudiants et les enseignants étaient interdits de jeûner pendant le Ramadan et, plus tôt durant l'année, les autorités dans la province du Shanxi ont commencé une répression sur le féodalisme rural et la superstition, ciblant principalement les maîtres du fengshui et les shamans⁴⁰.

L'incarcération des individus et des groupes religieux soi-disant suspects s'est poursuivie en Chine et elle a empiré en Érythrée, où 3 000 personnes auraient été emprisonnées pour des motifs religieux⁴¹.

Les prisonniers religieux sont souvent envoyés dans les prisons les plus punitives. La Corée du Nord est toujours en tête de la liste mondiale des violateurs de la liberté religieuse à tel point qu'une enquête de l'ONU a constaté qu'«il y a un déni presque complet du droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion» imposé par un régime qui «considère la propagation du christianisme [comme étant] une menace particulièrement grave⁴²». Les personnes qui sont arrêtées à cause des activités religieuses secrètes font face à l'emprisonnement, à la torture et à l'exécution. En Birmanie, malgré les campagnes de grande envergure mettant en lumière le sort des musulmans rohingyas, ces derniers et d'autres groupes minoritaires ont continué de subir la violence et l'oppression gouvernementale. **Souvent désignés comme la «minorité la plus persécutée dans le monde», des milliers de Rohingyas sont en train de vivre dans des conditions désespérées, concentrés dans des camps gérés par l'Etat, sans accès à des soins de santé adéquats ou à l'assistance humanitaire⁴³.** Un nombre grandissant de Rohingyas fuient vers la Malaisie, l'Indonésie ou la Thaïlande en faisant un voyage incertain par bateau sur la mer, pour se retrouver «apatride» et incapable de retourner dans leur pays d'origine.

Les tensions au sujet de la place de la religion en Occident sont des pécadilles en comparaison à d'autres parties du monde, mais, en Occident, les groupes religieux subissent la pression à cause d'un processus d'augmentation de la laïcisation. Dans le monde occidental, les questions gravitant autour de la religion sont de plus en plus focalisées autour de la question de l'objection de conscience. Dans une société laïque qui traite la religion comme une affaire privée et le choix individuel comme le droit primordial, la succession des incidents démontrent les problèmes qui se posent lorsque les médecins, les infirmières, les officiers de l'état civil et d'autres fonctionnaires publics sont menacés de perte d'emploi ou de poursuite judiciaire s'ils suivent leur conscience

³⁷ «La Chine affirme que les religions sont une menace pour la sécurité nationale», UCANews, mai 2014 <http://www.ucanews.com/news/china-says-religions-are-a-threat-to-nationalsecurity/70883>

³⁸ AsiaNews.it, 20 mai 2014; AsiaNews.it, le 24 juin 2015; AsiaNews.it, 24 juillet 2015; China Aid, 15 mars 2016.

³⁹ AsiaNews.it, 14 janvier 2016.

⁴⁰ AsiaNews.it, 19 juin 2015.

⁴¹ John Pontifex et John Newton, *Persécutés et oubliés? Un rapport sur les chrétiens opprimés pour leur foi*, Sommaire exécutif 2013-2015, p. 23.

⁴² Rapport des Nations Unies de la Commission d'enquête sur les droits de l'homme : violations par la République populaire démocratique de Corée des libertés de pensée, d'expression et de religion (31) <http://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/ColDPRK/Pages /ReportoftheCommissionofInquiryDPRK.aspx>

⁴³ «Les Rohingyas : les personnes les plus persécutées sur la planète Terre?», Economist, 13 juin 2015. <http://www.economist.com/news/asia/21654124-myanmars-muslimminority-have-been-attacked-impunity-stripped-vote-and-driven>

DOCUMENT D'INFORMATION

La liberté religieuse et la prospérité économique

Par Peter Sefton-Williams

Un nombre croissant de recherches démontrent une corrélation étroite entre la liberté religieuse et la prospérité économique. Cette corrélation donne à penser que plus un gouvernement tente de limiter ou de contrôler les activités religieuses, plus le pays est susceptible d'être pauvre et moins développé.

Une personnalité importante qui trace cette corrélation est le Dr Brian Grim, président de la Fondation pour la liberté religieuse et les affaires (Religious Freedom and Business Foundation). Dans une étude de 2014 intitulée «*La liberté religieuse est-elle bonne pour les affaires?*» (co-écrite avec Greg Clark et Robert Edward Snyder), il a identifié «une relation positive entre la liberté religieuse et 10 des 12 piliers de la compétitivité mondiale, telle que mesurée par l'indice de la compétitivité mondiale du Forum économique mondial.»

Dans un autre document de recherche intitulé «*Le prix de la liberté*» (Brian Grim & Roger Finke, Cambridge, 2011), le Dr Grim appuie l'affirmation de Amartya Sen, économiste de Harvard et lauréat du prix Nobel, que partout où il y a la liberté religieuse, il y a également les autres libertés, y compris moins de cas de conflit armé, de meilleures conditions de santé, de meilleures possibilités d'éducation pour les femmes et des niveaux plus élevés de revenu gagné à la fois par les femmes et les hommes.

Un exemple donné par le Dr Grim pour illustrer la relation entre la liberté religieuse et le développement humain est le contraste entre l'Arabie saoudite et son proche voisin, les Emirats Arabes Unis. Il écrit : «*Dans les Emirats, où de nombreuses religions sont légales, les personnes ont beaucoup de moyens pour contribuer à la société à la fois par des associations religieuses ainsi que par d'autres moyens. Les gens ont tendance à travailler dur et à être impliqués dans la société.*»

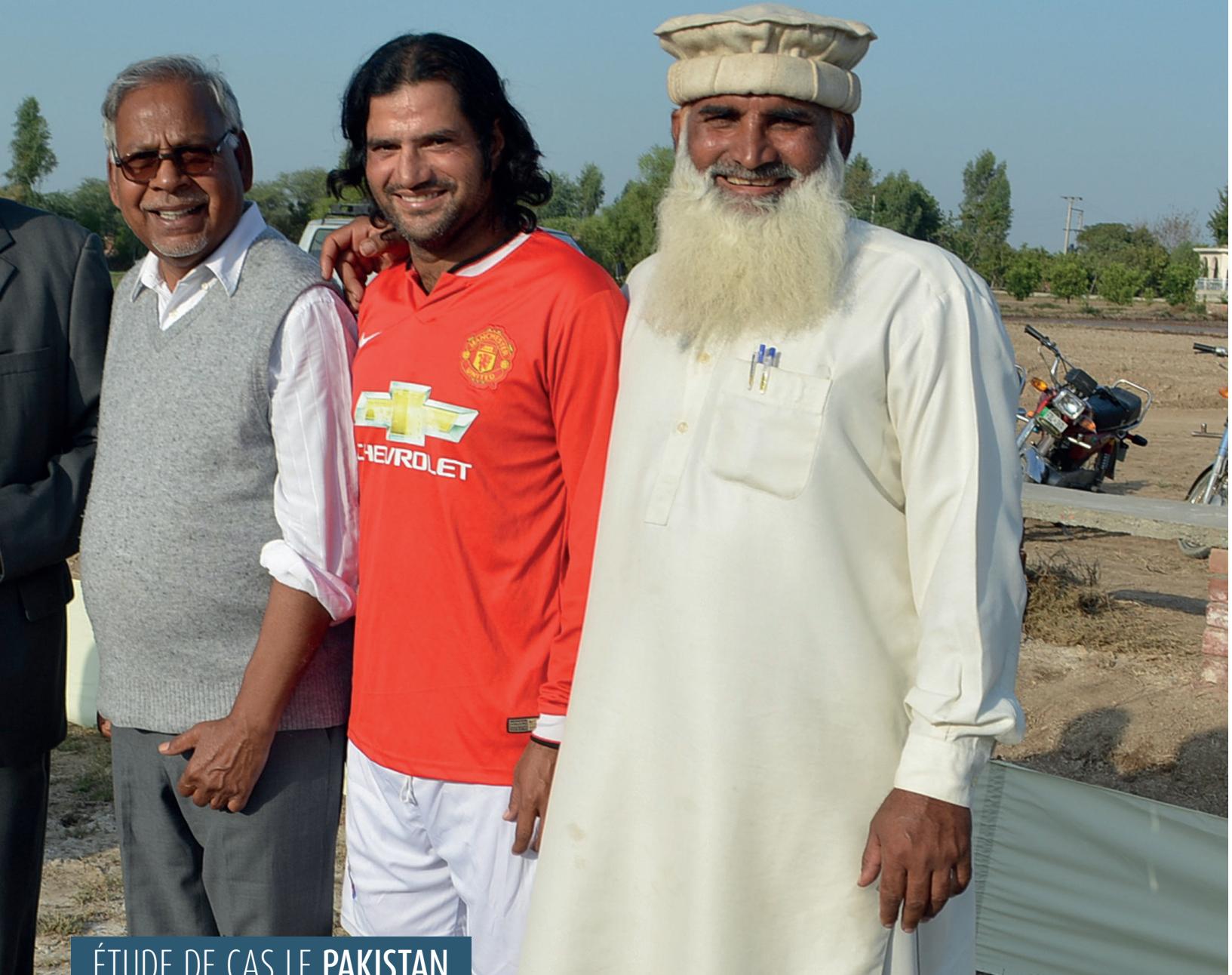
«*Toutefois, en Arabie saoudite, où toutes les confessions religieuses sont illégales à l'exception d'une seule, il y a beaucoup moins d'enthousiasme pour le travail, et beaucoup de personnes n'expriment pas de réel désir de contribuer à la société en dehors du travail. Ces expériences, rapportées par beaucoup de personnes dans ces deux pays, suggèrent un lien entre le niveau de la liberté religieuse dans chaque pays et la vie économique des personnes qui y habitent.*»

«*Par exemple, en 2007, le produit intérieur brut par habitant en parité de pouvoir d'achat du dollar (PIB-PPA) dans les Emirats est USD 55,200, c'est-à-dire près du triple du PIB-PPA en Arabie saoudite, qui est seulement USD 20,700.*»

Un autre exemple cité par le Dr Grim est la Chine. Pendant la Révolution culturelle, toute activité religieuse y était interdite. Il écrit : «*Dès le début des années 1980, la Chine a délaissé ces années sombres de grande répression religieuse. Depuis, l'économie chinoise a connu une prospérité.*» Alors qu'il affirme que le gouvernement Chinois continue de «restreindre fermement» les groupes religieux, le contraste est frappant entre le paysage religieux diversifié de la Chine d'aujourd'hui et les années stériles de la Révolution culturelle. Il conclut: «*Certains Chinois suggèrent que l'expansion de la liberté religieuse peut aider les Chinois à faire encore plus de progrès social.*»



Le football, la foi et la liberté au Pakistan: de gauche à droite: l'évêque catholique Joseph Arshad de Faisalabad, le prêtre catholique Emmanuel Parvez, fondateur du tournoi interconfessionnel de football, le footballeur Salim Bad et le propriétaire de la Sumundri Football Club, Mohammed Shafiq.



ÉTUDE DE CAS LE PAKISTAN

Match de football inter-religieux

Novembre 2016: une initiative qui vise à lutter contre la haine religieuse au Pakistan en créant un tournoi de football pour les personnes de toutes les confessions religieuses a connu un tel succès qu'il attire maintenant plus de 30 équipes des quatre provinces du pays.

Lancée il y 15 ans de cela, cette initiative était le fruit de l'idée personnelle du prêtre catholique Emmanuel Parvez qui organise le tournoi à Khushpur, un village majoritairement chrétien au Pendjab.

Il a déclaré : «*Nos objectifs sont de créer une atmosphère de paix et de dialogue entre les jeunes de différentes croyances religieuses et de favoriser la fraternité et la tolérance dans une société accablée par le terrorisme.*»

Mohammed Shafiq, propriétaire de la Sumundri Football Club qui a participé au tournoi, a déclaré : «*Je veux développer des relations avec les communautés chrétiennes et cette initiative est une merveilleuse façon de le faire.*»

Décrivant comment le football était un sport de seconde classe au Pakistan, joué principalement par les personnes les plus pauvres, monsieur Shafiq a affirmé : «*Le père Emmanuel et moi partageons une vision pour rehausser le profil du football au Pakistan.*»

Monsieur Shafiq est responsable des relations islamo-chrétiennes au sein de son conseil local.

Source: projet de voyage de l'AED au Pakistan par John Pontifex (novembre 2015).



ÉTUDE DE CAS LE MAROC

Une déclaration musulmane destinée à protéger les minorités religieuses

Janvier 2016: Une conférence de trois jours tenue à Marrakech, au Maroc, a exhorté les Etats musulmans à protéger les minorités non-musulmanes de la persécution. La réunion a appelé les dirigeants à assurer la liberté religieuse pour tous.

Des érudits musulmans de plus de 120 pays et des centaines de chefs religieux se sont réunis pour condamner publiquement les extrémistes islamiques comme Daesh (EIIS) et d'autres groupes de milices terroristes dans un effort à encourager les autorités islamiques à développer davantage les relations avec les citoyens, indépendamment de leur identité religieuse.

Cette conférence a produit ce que l'on appelle la «Déclaration de Marrakech», un document qui se fonde sur les principes de la Charte de Médine, une Constitution du prophète musulman qui a formé la base d'un état islamique multi-religieux à Médine.

Non régie par la loi, cette déclaration sera interprétée par chaque pays individuellement. Le document énonce les principes de la «*citoyenneté constitutionnelle contractuelle*», tels que la liberté, la solidarité et la défense, ainsi que «*la justice et l'égalité devant la loi.*»

Cette déclaration appelle également les établissements d'enseignement à protéger leurs élèves contre les matériels qui pourraient promouvoir des opinions extrémistes et des actes de terrorisme et elle exhorte « les politiciens et les décideurs... à soutenir toutes les formulations et les initiatives visant à renforcer les relations et la compréhension entre les différents groupes religieux du monde musulman.»

Sources: Christianity Today, 28 janvier 2016; Morocco World News, 30 janvier 2016.

pour, par exemple, refuser de pratiquer des avortements ou pour présider des célébrations de partenariat civil. L'effet général était d'évacuer la religion de la place publique, notamment en matière des droits des travailleurs. C'est ce que le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la liberté de religion appelle «*la privatisation forcée de la religion*⁴⁴». Aux Etats-Unis, la Dignity Health-Mercy Medical Center à Redding, en Californie, une institution catholique fondée par les Sœurs de la Miséricorde (Sisters of Mercy), a subi des poursuites judiciaires entreprises par une coalition, composée entre autres de l'American Civil Liberties, pour la forcer à permettre à ce que ses installations soient utilisées pour effectuer des stérilisations⁴⁵.

Dans ce contexte marqué par l'obscurité apparemment implacable, est-ce qu'il y a eu des signes quelconques d'espoir?

Au cours de la période examinée dans l'actuel rapport, des recherches émergeantes suggèrent qu'il y aurait des bénéfices mutuels qui résulteraient de la promotion des affaires et de la liberté religieuse (**consultez le document d'information sur la liberté religieuse et la prospérité économique à la page 24**). Prenant la parole durant des rassemblements académiques, politiques et religieux dans le monde entier, le professeur américain Brian J. Grim de la Religious Freedom and Business Foundation a fait valoir que la promotion de la liberté religieuse au sein des entreprises ne serait pas seulement une solution pour un problème social majeur, mais qu'elle pourrait aussi devenir un atout pour la reprise économique et la croissance⁴⁶. Sa thèse comportait aussi un message destiné aux leaders religieux et gouvernementaux, message selon lequel l'oppression des minorités religieuses éloigne les investisseurs potentiels capables d'offrir des emplois tellement essentiels et des possibilités d'affaires. De même, la promotion des possibilités économiques peut réduire le chômage et la pauvreté qui sont intrinsèquement le terreau fertile de l'extrémisme et de la violence. Le manque de liberté religieuse favorise aussi l'existence de citoyens de seconde classe, privant ainsi une société des contributions cruciales et potentiellement précieuses de la part des personnes exclues à cause de leur appartenance religieuse. L'adoption de telles idées par les gouvernements, en particulier dans les pays marqués par l'oppression religieuse, reste à voir, mais, néanmoins, la vulgarisation généralisée de l'analyse du professeur Grim donne de l'espoir pour l'avenir.

Un deuxième domaine important de l'engagement positif a été le développement d'initiatives visant à rapprocher les personnes des différentes confessions religieuses par l'intermédiaire de rencontres susceptibles de briser la suspicion et la haine. Le sport et les possibilités d'emploi qui vont intentionnellement au-delà des frontières confessionnelles ont le potentiel d'avoir un effet similaire, en particulier grâce à l'implication des leaders communautaires. À cet égard, un exemple se démarque au Pakistan : un tournoi de football réunissant des équipes

composées à la fois de musulmans et de chrétiens, organisé avec la pleine coopération des dirigeants musulmans et de l'évêque catholique de Faisalabad⁴⁷. (**Consultez l'étude de cas sur le football interconfessionnel au Pakistan aux pages 24 et 25**).

Les initiatives prises par les plus hauts dirigeants des religions du monde afin de créer des opportunités pour le dialogue et une meilleure compréhension ont donné espoir à un moment de préoccupations croissantes relatives à la montée de l'intolérance et de la haine religieuse. Lorsque le pape François et le Grand Imam de la mosquée Al-Azhar au Caire se sont réunis au Vatican, une rencontre comprise comme étant la première rencontre entre un chef de l'Eglise catholique et une éminente autorité de l'islam sunnite, cet événement a donné lieu à espérer que les chefs religieux pourraient travailler ensemble pour lutter contre la violence et l'extrémisme⁴⁸. (**Consultez l'étude de cas sur la rencontre du pape François avec le Grand Imam aux pages 28 et 29**). De tels espoirs ont été davantage encouragés par l'augmentation des indications de la coopération au sein des communautés musulmanes et d'autres groupes religieux déterminés à se démarquer de leurs coreligionnaires ayant des opinions extrémistes. Ils se sont également efforcés de défendre le rôle des minorités dans les pays de plus en plus dominé par une religion au détriment des autres communautés religieuses. À cet égard, un fait important s'est déroulé en janvier 2016 quand des savants musulmans de plus de 120 pays ont signé une déclaration à Marrakech, au Maroc, exhortant les Etats musulmans à protéger les minorités d'autres religions de la persécution⁴⁹. (**Consultez l'étude de cas relative à la déclaration de Marrakech**).

Comme on peut le constater, les tumultueux événements planétaires au cours de la période examinée dans le présent rapport ont eu un impact profond et de grande envergure sur la liberté religieuse dans de nombreux pays à travers le monde. Les forces du changement ont été dominées par la recrudescence de l'hyper-extrémisme islamiste qui a détruit la liberté religieuse dans certaines régions du Moyen-Orient et qui menace d'en faire de même dans d'autres parties du monde. La sensibilisation accrue au sujet de la menace contre les minorités religieuses a été reflétée dans les actions des politiciens, des partis politiques, et même de certains parlements qui s'engagent, plus que jamais, à parler et à agir au nom des personnes et des communautés persécutées. Une lueur d'espoir se cristallise dans la volonté de certains dirigeants islamiques de concevoir une réponse coordonnée à de telles croyances toxiques. Les activités des services de sécurité ne seront jamais en mesure de défier l'idéologie derrière une telle menace. Seuls les leaders religieux eux-mêmes peuvent relever un tel défi. **Une conclusion primordiale du présent rapport serait la suivante : il est impérieux de trouver des moyens novateurs et coordonnés pour que la pluralité religieuse puisse revenir au sein de ces régions du monde où les groupes minoritaires sont «menacés dans leurs existences mêmes**⁵⁰.

⁴⁴ Bielefeldt, p. 49.

⁴⁵ Consultez le rapport des États-Unis sur les pays du monde : *Rapport mondial 2016 sur la liberté religieuse*.

⁴⁶ «Un séminaire met en évidence les relations entre la liberté religieuse et la prospérité économique», UK Bahá'í News, 7 mars 2016 <http://news.bahai.org/uk/2016/03/07/seminar-highlights-links-between-religious-freedom-and-economic-prosperity/>

⁴⁷ John Pontifex, «Pakistan : la persécution et la foi dans l'avenir», *Aid to the Church in Need* (UK), p. 2.

⁴⁸ *The Tablet*, 28 mai 2016, p. 25.

⁴⁹ Karla Dieseldorf, «La Conférence de Marrakech invite instamment les pays musulmans à protéger les minorités non musulmanes», *Morocco World News*, 30 janvier 2016 <http://www.moroccoworldnews.com/2016/01/178607/marrakech-conference-urges-muslim-countries-to-protect-non-muslim-minorities/>

⁵⁰ Le pape Benoît XVI, «Message à l'Aide à l'Eglise en détresse», cité sur <http://www.acnuk.org/middle-east-pope-benedict-xvi-s-top-priority?handle=popemiddle-east.html>

ÉTUDE DE CAS LE VATICAN

Le pape accueille un éminent imam au cours d'une rencontre historique

Mai 2016: le pape François et Ahmed el-Tayeb, le Grand Imam de la mosquée Al-Azhar au Caire, se sont rencontrés au Vatican durant une réunion décrite par les représentants des deux religions comme une rencontre historique. Le Saint-Père a embrassé son hôte dans un geste réconciliateur, considéré comme une marque des relations renouvelées entre l'Eglise catholique et l'islam.

Cette première rencontre entre le chef de l'Eglise catholique et l'autorité reconnue de l'islam sunnite a mis en évidence une importante amélioration des relations entre les deux religions depuis que François est entré en fonction en 2013. Le Grand Imam avait suspendu antérieurement les pourparlers en 2011 après que le pape Benoît XVI avait demandé plus de protection pour les chrétiens à la suite des attaques à Alexandrie. L'imam de la mosquée Al-Azhar avait accusé le pape Benoît XVI, leader de 1,2 milliards de catholiques dans le monde, d'ingérence dans les affaires intérieures égyptiennes.

D'une durée de 30 minutes, la visite symbolique du Grand Imam a eu lieu au moment où il y a une augmentation des attaques extrémistes islamiques contre les chrétiens.

Au cours de son pontificat de trois ans, le pape François a fait de l'amélioration des relations avec l'islam une priorité. Pendant sa visite en Afrique en novembre 2015, le pape a rappelé aux dirigeants présents que «*le dialogue interreligieux n'est pas une option, il est une nécessité.*»

Sources: *The Tablet*, 28 mai 2016; *Catholic News Agency*, 26 novembre 2015.

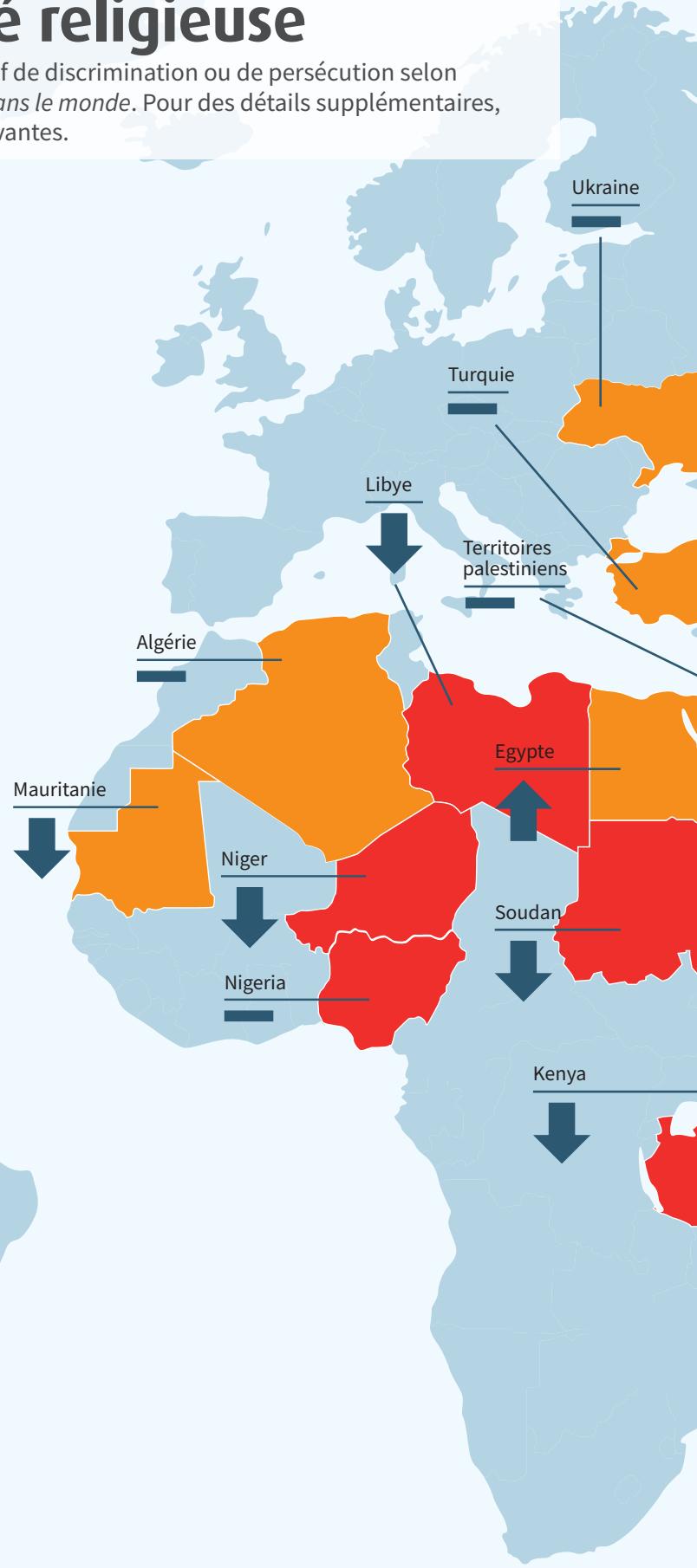




Pays au sein desquels il y a d'importantes violations de la liberté religieuse

Cette carte indique les pays où il y a un niveau significatif de discrimination ou de persécution selon l'analyse effectuée par le *Rapport sur liberté religieuse dans le monde*. Pour des détails supplémentaires, veuillez s'il vous plaît consulter le tableau aux pages suivantes.

Nature de la persécution ou de la discrimination
■ = Persécution
■ = Discrimination
↑ = amélioration de la situation
— = stagnation de la situation
↓ = dégradation de la situation





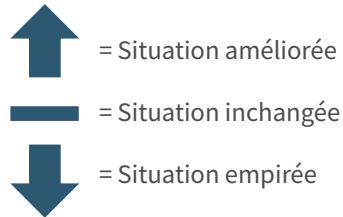
AED AIDE À L'ÉGLISE EN DÉTRESSE
www.religion-freedom-report.org

Pays au sein desquels il y a d'importantes violations de la liberté religieuse

Pays	Catégorie	En comparaison de juin 2014	Cause principale	Indicateurs clefs
Afghanistan	●	—	Non-gouvernemental (local)	Interdiction de facto sur les conversions de l'islam – menace de châtiment sévère; influence grandissante des Talibans avec l'application stricte de la charia.
Algérie	●	—	Gouvernemental, violateur non-gouvernemental (local)	Menace d'amende et cinq ans d'emprisonnement pour les non-musulmans arrêtés pour prosélytisme; les non-musulmans qui n'observent pas le Ramadan condamnés et arrêtés dans de nombreuses villes.
Azerbaïdjan	●	—	Gouvernemental	De nombreuses mosquées fermées depuis 2008; le refus de l'État d'accorder l'enregistrement aux Témoins de Jéhovah qui subissent fréquemment des raids policiers; des prêtres orthodoxes interdits d'accès au pays; en décembre 2015, le président a approuvé des lois restreignant la liberté religieuse.
Bangladesh	●	▼	Non-gouvernemental (international), violateur non-gouvernemental (local)	48 meurtres dans un intervalle de 18 mois – les groupes religieux minoritaires sont la cible principale. Augmentation du taux d'attaques mortelles contre les chrétiens, les hindous et les autres, avec le clergé et les convertis tués et d'autres menacés de mort. Les évêques ont relié l'augmentation des attaques avec une décision de la Haute Cour de Justice en mars 2016 confirmant l'islam comme la religion d'Etat.
Bhoutan	●	▲	Gouvernemental	Les non-bouddhistes interdits de célébrer le culte public et de faire du prosélytisme, mais le récent lancement d'un mouvement étudiant chrétien dans la capitale donne des raisons d'espérer.
Brunei	●	▼	Gouvernemental	Introduction progressive de la charia annoncée en été 2014; les groupes confessionnels, y compris les baháïs, interdits; peine d'emprisonnement de cinq ans pour prosélytisme par des non-musulmans; le gouvernement offre des pompes à eau et d'autres incitations pour la conversion à l'islam chaféite.
Birmanie	●	—	Gouvernemental	66 églises détruites par l'armée depuis 2011; persécution «systématique» des musulmans rohingyas.
Chine	●	▼	Gouvernemental	La Loi sur la sécurité nationale (juillet 2015) a stipulé des directives que les religions doivent suivre; de nouvelles règles imposent l'athéisme obligatoire pour les membres du Parti; plus de 2 000 églises et des croix démolies.
Egypte	●	▲	Gouvernemental, violateur non-gouvernemental (local)	Répression de l'Etat sur les attaques contre les Coptes et les autres minorités, mais l'interdiction de culte en dehors des églises demeure; attaques islamistes sporadiques contre les chrétiens et les autres, ciblage des bâtiments religieux, kidnapping et assassinat.

CLEF:

- = Persécution
- = Discrimination



Ce tableau indique les pays où il y a un niveau significatif de discrimination ou de persécution selon l'analyse effectuée par le *Rapport sur liberté religieuse dans le monde*. Pour des détails supplémentaires, veuillez s'il vous plaît consulter www.religion-freedom-report.org

Pays	Catégorie	En comparaison de juin 2014	Cause principale	Indicateurs clefs
Érythrée	●	↓	Gouvernemental	85 Témoins de Jéhovah emprisonnés en raison de leur refus de porter les armes et on leur a refusés de nombreux emplois au gouvernement; au moins 3 000 chrétiens sont parmi les croyants religieux emprisonnés à cause de leurs croyances.
Inde	●	—	Non-gouvernemental (local)	Estimation: 7 000 personnes ont souffert de persécution en 2014; en mars 2015, une religieuse de 70 ans violée, ce que la police décrit comme un cambriolage malgré la profanation des lieux; le Premier ministre hindou nationaliste Narendra Modi n'a pas tenu ses promesses pour protéger les minorités religieuses.
Indonésie	●	↓	Gouvernemental, non-gouvernemental (international), violateur non-gouvernemental (local)	Plus de 1 000 églises fermées depuis 2006; 147 «lois et politiques discriminatoires» concernant les religions. Depuis 2003, 150 personnes arrêtées ou détenues en vertu des «lois sur le blasphème»; Remita Sinaga, 60 ans, est devenu la première non-musulmane à subir 30 coups de fouet pour la vente d'alcool; des églises brûlées.
Iran	●	—	Gouvernemental	En février 2016, 90 chrétiens étaient soit en prison, en gardes à vue, ou en attente de jugement à cause de leurs croyances; les non-musulmans exclus des fonctions politiques ou militaires de haut rang et ils ne peuvent pas travailler dans le judiciaire, les services de sécurité, etc.
Irak	●	—	Non-gouvernemental (international), non-gouvernemental (local)	Génocide, meurtre, torture, viol, kidnapping et destruction des lieux de culte par Daesh (EIIS) et d'autres extrémistes; exode massif de leurs terres ancestrales des chrétiens, des Yézidis, des Mandéens et d'autres communautés minoritaires persécutés.
Kazakhstan	●	—	Gouvernemental	Interdiction des activités religieuses non enregistrées, y compris la distribution de la documentation religieuse à l'extérieur des lieux de culte; restrictions serrées en réaction à la menace de violence islamiste.
Kenya	●	↓	Non-gouvernemental (international)	148 personnes tuées dans le massacre à la Garissa University; 67 personnes tuées dans attaque contre un centre commercial; les citoyens kenyans ne se sentent pas protégés par les forces de sécurité; à la fois les chrétiens et les musulmans ressentent les conséquences de la violence religieuse.
Laos	●	—	Gouvernemental	Le Décret 92 réglemente toutes les questions religieuses en imposant des restrictions à la propagation des religions; contrôle de l'Etat sur les publications religieuses; le bouddhisme n'est pas affecté.

Pays	Catégorie	En comparaison de juin 2014	Cause principale	Indicateurs clefs
Libye	●		Non-gouvernemental (international), non-gouvernemental (local)	Décapitation de 21 coptes par Daesh; interdiction du prosélytisme et nombre croissant d'assassinats des minorités religieuses; en raison de l'absence d'un gouvernement unifié, des organisations extrémistes, y compris Daesh, sont en expansion.
Maldives	●		Gouvernemental	La Constitution stipule qu'un non-musulman ne peut pas être un citoyen des Maldives; le gouvernement affirme que le pays est à 100% musulman malgré la présence de presque 100 000 non-musulmans; le prosélytisme non-musulman est interdit; la documentation non-islamique ne peut pas être introduite dans le pays.
Mauritanie	●		Non-gouvernemental (international), non-gouvernemental (local)	Influence croissante des groupes islamiques extrémistes par opposition aux groupes non-musulmans; prohibition de la distribution de la documentation non-islamique; les groupes non-musulmans incapables de s'enregistrer et ils doivent organiser secrètement leurs réunions.
Niger	●		Non-gouvernemental (international)	Fondamentalisme islamique, en particulier Boko Haram, en provenance des pays voisins; en janvier 2015, 10 personnes tuées et 80% des églises au Niger (72 au total) ont été violemment attaquées et brûlées en réaction de la fureur provoquée par le magazine Charlie Hebdo.
Nigeria	●		Non-gouvernemental (international)	2,5 millions de personnes sont déplacées à cause de la violence de Boko Haram; 219 des 279 filles enlevées en 2014 sont toujours portées disparues depuis deux ans; néanmoins, les chefs religieux soutiennent publiquement des gestes de cohabitation pacifique et de résolution des conflits.
Corée du Nord	●		Gouvernemental	Le christianisme est considéré comme un outil d'intervention étrangère de l'Occident; le révérend Hyon Lim, 60 ans, a été condamné aux travaux forcés à perpétuité pour des accusations de subversion et d'utilisation de la religion pour renverser l'État.
Territoires palestiniens	●		Non-gouvernemental (international), non-gouvernemental (local)	La communauté chrétienne est affectée par la guerre entre Israël et le Hamas. En mai 2016, le président palestinien a déclaré que la protection des chrétiens en Palestine était «un devoir».
Pakistan	●		Non-gouvernemental (international), non-gouvernemental (local)	78 personnes sont mortes le dimanche de Pâques 2016, dans un attentat suicide à Lahore; en mars 2015, des attaques contre deux églises à Lahore ont également résulté à 17 victimes.
Qatar	●		Gouvernemental	Les religions non-abrahamiques ne peuvent pas établir des lieux de culte; huit confessions chrétiennes sont autorisées à adorer publiquement dans une zone délimitée par le gouvernement.
Arabie Saoudite	●		Gouvernemental	La succession du roi Salman n'a pas changé la situation pour les groupes minoritaires; les autorités ont fermé plus de 10 000 comptes Twitter en 2014 suite à des accusations de violations religieuses.
Somalie	●		Non-gouvernemental (international)	Al-Shabaab continuent d'attaquer les non-musulmans; en Somalie, il n'y a pas officiellement des lieux de culte non-musulmans.

Pays	Catégorie	En comparaison de juin 2014	Cause principale	Indicateurs clefs
Soudan	●	⬇	Gouvernemental	Des ministres du culte ont été arrêtés; des terres appartenant à l'Eglise ont été saisies; des pénalités pour apostasie et blasphème ont été rendues plus strictes par les récentes modifications gouvernementales.
Syrie	●	▬	Gouvernemental, non-gouvernemental (international), non-gouvernemental (local)	Les attaques Daesh contre les minorités religieuses sont largement reconnues comme un génocide; Daesh a pris possession des villages assyriens chrétiens le long de la rivière Khabour, des milliers de personnes se sont enfuies, environ 220 chrétiens ont été capturés.
Tadjikistan	●	⬇	Gouvernemental	Au printemps 2015, on a obligé des hommes musulmans de se raser la barbe; en avril 2015, l'état a interdit les musulmans âgés de moins de 35 ans d'aller au pèlerinage du Hadj à la Mecque; les femmes et les filles âgées de moins de 18 ans sont interdites de fréquenter les mosquées; une loi en 2016 interdit de donner aux bébés des noms islamiques.
Tanzanie	●	⬇	Non-gouvernemental (international), non-gouvernemental (local)	Nombre croissant d'attaques contre des églises, mais les musulmans modérés s'opposent aux islamistes.
Turquie	●	▬	Gouvernemental, non-gouvernemental (international)	Des restrictions répressives sur la construction des églises et autres édifices religieux; Daesh et d'autres groupes islamistes ont revendiqué la responsabilité des attaques violentes.
Turkménistan	●	▬	Gouvernemental	L'enseignement religieux privé est interdit; la documentation religieuse est soumise à la censure; les croyants continuent de souffrir à cause des raids policiers fréquents, des amendes, des emprisonnements et des confiscations de matériel religieux.
Ukraine	●	▬	Gouvernemental	Les autorités doivent être informées au sujet de rassemblement religieux public au moins 10 jours à l'avance; les activités de groupes religieux basés à l'étranger sont restreintes; des lois russes plus sévères concernant la liberté religieuse ont été mises en œuvre en Crimée après son annexion à la Russie.
Ouzbékistan	●	▬	Gouvernemental	Des groupes protestants ont été perquisitionnés pour violation des lois régissant les réunions religieuses, ils ont été condamnés à une amende pour possession de Bible et autres documentations religieuse; le Conseil des droits de l'homme de l'ONU a appelé l'Ouzbékistan à « garantir une véritable liberté de religion et de croyances ».
Vietnam	●	▬	Gouvernemental	Des restrictions sévères contre l'évangélisation; les autorités locales dans les hauts plateaux centraux ont sévèrement restreint les pratiques religieuses; problèmes de menaces de saisie des biens appartenant à des groupes religieux et de récupération des propriétés précédemment confisquées
Yémen	●	⬇	Non-gouvernemental (international), non-gouvernemental (local)	Daesh a revendiqué la responsabilité pour « une série » d'attaques contre des mosquées chiites; en mars 2016: quatre religieuses Mère Teresa parmi les 16 personnes tuées dans une attaque islamiste, un prêtre kidnappé; Israël a secrètement évacué 19 Juifs au milieu d'une escalade de violence et de discrimination.

www.religion-freedom-report.org



Aide à l'Eglise en détresse est un organisme de bienfaisance catholique soutenant les fidèles partout où ils sont persécutés, opprimés ou nécessiteux au moyen de l'information, de la prière et de l'action. Fondée au jour de Noël 1947, AED est devenue une fondation pontificale de l'Eglise en 2011. Chaque année, l'organisme de bienfaisance répond à plus de 5 000 demandes d'aide formulées par des évêques et des supérieurs religieux dans environ 140 pays, y compris : l'aide d'urgence pour les personnes fuyant la persécution; la formation des séminaristes; l'impression des Bibles et de la documentation religieuse; le soutien aux prêtres et aux religieux dans des circonstances difficiles; la construction et la restauration des églises et des chapelles; la radiodiffusion et la télédiffusion de programmes religieux; et l'assistance aux réfugiés.

www.acn-intl.org